Banque des États de l'Afrique Centrale

BULLETIN DU MARCHÉ MONÉTAIRE

N° 290

OCTOBRE 2018

Sommaire

	Pages
Liste des abréviations	**2**
Activités du marché monétaire d'octobre 2018	**3**
I- Activités du compartiment interbancaire	**3**
II-Évolution du compartiment des interventions de la Banque Centrale	**3**
A- Évolution des taux d'intérêts	**3**
a) Taux débiteurs	3
b) Taux d'intérêt sur les placements des banques	3
***c)** Taux de rémunération des dépôts publics*	3
B- Interventions de la Banque Centrale	**4**
1) Opérations principales d'injection de liquidité	4
a) Volumes échangés	4
b) Taux des adjudications observés	5
2) Facilités permanentes	5
3) Guichet spécial de refinancement des crédits à moyen terme irrévocables	5
4) Autres interventions	5
III- Évolution du marché des titres publics	**6**
Statistiques du marché monétaire	**7**
I- Statistiques du compartiment interbancaire	8-9
II- Statistiques du compartiment des interventions de la Banque Centrale	10-14
III- Statistiques du compartiment des titres publics	15-18
IV- Autres statistiques	19-27
Annexes	**28**
Annexe 1 : Lexique des termes monétaires et financiers	29
Annexe 2 : Chronologie des principaux évènements marquants, mesures récentes de politique monétaire de la BEAC	34
Annexe 3 : Décision n° 13/CPM/2018 du Comité de Politique Monétaire du 31 octobre 2018	38

Liste des abréviations

BEAC	:	Banque des États de l'Afrique Centrale
BDEAC	:	Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale
BCEAO	:	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
BCE	:	Banque Centrale Européenne
CEMAC	:	Communauté Économique de l'Afrique Centrale
CMM	:	Comité du Marché Monétaire
COBAC	:	Commission Bancaire de l'Afrique Centrale
CPM	:	Comité de Politique Monétaire
CRCT	:	Cellule de Règlement et de Conservation des Titres
CTPM	:	Cellule Technique de Politique Monétaire
DAJR	:	Département des Affaires Juridiques et de la Règlementation
DSFABFE	:	Direction de la Stabilité Financière, des Activités Bancaires et Financement des Économies
DERS	:	Direction des Études, de la Recherche et des Statistiques
DN	:	Directions Nationales
FALB	:	Facteurs Autonomes de la Liquidité Bancaire
FMI	:	Fonds Monétaire International
TCM	:	Taux Créditeur Minimum
TCN	:	Titres de Créances Négociables
TIAO	:	Taux d'Intérêt des Appels d'Offres
TFPM	:	Taux de la Facilité de Prêt Marginal
TFD	:	Taux de la Facilité de Dépôt
TISPPo	:	Taux d'Intérêt sur Placements Publics au titre du Fonds de réserve pour les générations futures
$TISPP_1$	:	Taux d'Intérêt sur Placements Publics au titre du Mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires
$TISPP_2$	:	Taux d'Intérêt sur Placements Publics au titre des dépôts spéciaux
TPB	:	Taux de Pénalité aux Banques
TICCE	:	Taux d'intérêt sur les Crédits Consolidés sur les États

Activités du marché monétaire d'octobre 2018

En octobre 2018, le volume des transactions interbancaires a progressé à 186,1 milliards contre 92,3 milliards un mois auparavant. Parallèlement, l'encours moyen des injections de liquidité dans le système bancaire par l'Institut d'Émission a évolué à la baisse, passant de 458,5 milliards en septembre 2018 à 445,5 milliards un mois plus tard, laissant apparaître ainsi une légère détente sur les besoins de refinancement du système bancaire de la sous-région.

Sur la même période, le marché des titres publics a été actif avec dix-neuf (19) nouvelles émissions enregistrées, d'une valeur totale de 191,3 milliards en octobre 2018, contre douze (12) émissions d'un volume de 134,3 milliards en septembre 2018.

Le mois d'octobre 2018 a été marqué par l'adoption de la décision du CPM n° 13/CPM/2018 du 31 octobre 2018.

I- Activités du compartiment interbancaire

L'activité du marché interbancaire est repartie à la hausse en octobre 2018, en liaison avec le relèvement du coût de la liquidité Banque Centrale et la réduction graduelle du montant alloué au titre de l'opération principale d'injection de liquidité. En effet, le volume des transactions s'est élevé à 186,1 milliards en octobre 2018 contre 92,3 milliards en septembre 2018, en hausse de 101,6%. Vingt (20) opérations ont été enregistrées au cours de la période analysée, dont onze (11) à caractère national et neuf (9) régionales incluant quatre (4) opérations de revolving.

Les taux d'intérêt pratiqués ont varié de 2,75% à 7,50% pour des durées comprises entre 2 jours et 92 jours.

II- Évolution du compartiment des interventions de la Banque Centrale

À fin octobre 2018, ce compartiment du marché monétaire a été caractérisé par le relèvement des taux d'intervention et une légère contraction des concours de la Banque Centrale. Parmi les opérations de la Banque Centrale, aucune facilité de dépôt n'a été sollicitée.

A- Évolution des taux d'intérêt de la BEAC

a) Taux débiteurs

- Taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) : **3,50 %** (au lieu de 2,95%) ;
- Taux de facilité de prêt marginal (TFPM) : **5,25 %** (au lieu de 4,70%) ;
- Taux de pénalité aux banques (TPB) : **7,55%** (au lieu de 7%)**.**

b) Taux d'intérêt sur les placements des banques

- Taux de la facilité des dépôts : **0,0 %.**

c) Taux de rémunération des dépôts publics

Les taux de rémunération des dépôts publics sont restés inchangés comme ci-après :

- Taux d'intérêt sur placements publics au titre du fonds de réserve pour les générations futures (TISPPo) : **0,40 %** ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre du mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires ($TISPP_1$) : **0,05 %** ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre des dépôts spéciaux ($TISPP_2$) : **0,00 %**.

Enfin, le taux créditeur minimum, taux fixé par la BEAC pour protéger et encourager l'épargne domestique, est demeuré à **2,45 %**.

B- Interventions de la Banque Centrale

1) Opérations principales d'injection de liquidité

a) Volumes échangés

Au cours de la période de référence, l'opération principale d'injection de liquidité a constitué l'essentiel des concours de l'Institut d'Émission au système bancaire. Avec quatre (4) appels d'offres organisés, l'encours moyen mensuel s'est établi à 255,2 milliards en octobre 2018 contre 251,6 milliards le mois précédent. La répartition par pays de cet encours moyen se présente comme ci-après :

Au **Cameroun**, l'encours moyen mensuel des avances accordées aux établissements de crédit a enregistré une baisse de 41,8%, passant de 34 milliards en septembre 2018 à 19,8 milliards en octobre 2018, en lien avec la diminution des besoins de trésorerie d'un établissement de crédit de ce pays.

En **Centrafrique,** tout en demeurant très faible, le volume moyen des interventions de la BEAC a observé une forte augmentation, s'élevant de 130 millions en septembre 2018 à 185 millions en octobre 2018, au profit d'un seul établissement de crédit de la place.

Au **Congo**, il s'est accru à 42,3 milliards en octobre 2018, contre 37,4 milliards en septembre 2018, en raison de la demande de la liquidité Banque Centrale par certains établissements de crédit de ce pays, à la suite de l'augmentation de leurs facultés d'avances.

Au **Gabon**, l'encours moyen mensuel est resté constant à 27,5 milliards, avec essentiellement un établissement de crédit qui fait recours régulièrement à cette opération.

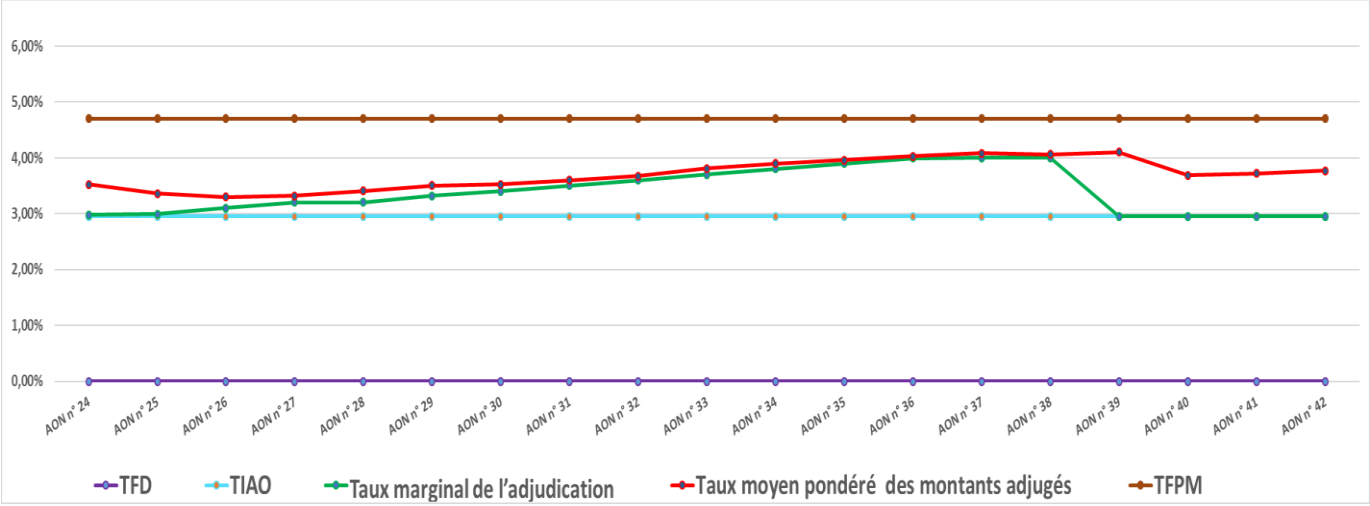
En **Guinée Équatoriale**, le montant moyen a reculé à 57,2 milliards en octobre 2018 contre 96,3 milliards un mois plus tôt, lié au besoin de trésorerie d'un seul établissement de crédit. Cette baisse s'explique en partie par le caractère concurrentiel de cette opération, qui n'a pas permis à cet établissement de crédit de satisfaire l'entièreté de ses besoins.

Au **Tchad,** il a fortement progressé, partant de 56,2 milliards en septembre 2018 pour se hisser à 108,2 milliards en octobre 2018, entrainé par le recours accru de deux banques à ce mécanisme de refinancement, en lien avec l'augmentation de leurs facultés d'avances engendrée par la révision du Cadre de Viabilité de la Dette (CVD) du Tchad par le FMI en août 2018.

b) Taux des adjudications observés

À fin octobre 2018, il a été observé une baisse du coût de la monnaie centrale. En effet, le taux marginal moyen mensuel des adjudications hebdomadaires est ressorti à 2,95% en octobre 2018 contre 3,70% un mois auparavant. En même temps, le taux moyen mensuel des montants adjugés s'est établi à 3,75% en octobre 2018 contre 4,07% en septembre 2018.

***Graphique 1** : Évolution des taux des adjudications sur l'opération principale d'injection de liquidité*



2) *Facilités permanentes*

Concernant les ***facilités permanentes***, le volume moyen d'avances au titre des opérations de prêt marginal a augmenté considérablement, passant de 45,9 milliards en septembre 2018 à 83,4 milliards en octobre 2018, en relation avec la réduction du montant alloué au titre de l'opération principale d'injection de liquidité à un établissement de crédit implanté en Guinée Équatoriale.

3) Guichet spécial de refinancement des crédits à moyen terme irrévocables

Le volume moyen des avances accordées par l'Institut d'Émission pour le refinancement des crédits d'investissements productifs, à travers le Guichet spécial de refinancement, est revenu de 54,9 milliards au 31 septembre 2018 à 51,8 milliards en octobre 2018, en contraction de 5,7%. Ces concours ont bénéficié en grande partie à la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC) installée au Congo.

4) Autres interventions

Les autres instruments de politique monétaire, opérations de réglage fin, opérations de maturité longue et opérations structurelles, n'ont pas été actionnés au cours de la période sous revue.

À la suite de l'apurement progressif des créances consolidées débuté en septembre 2017, le volume moyen des ***avances au taux de pénalité***, constitués sur une banque établie au Tchad, a été ramené à 46,6 milliards en octobre 2018 contre 96 milliards un mois plus tôt.

En outre, en application de la Décision n° 03/CPM/2017 du 22 mai 2017 autorisant la BEAC à fournir de la ***liquidité d'urgence*** aux banques, un établissement de crédit installé au Tchad a bénéficié de cette facilité exceptionnelle, dont l'encours moyen mensuel est passé de 9,8 milliards à 8,5 milliards au 31 octobre 2018, montant qui reste dans la limite du volume initialement accordé en septembre 2017.

III- Évolution du marché des titres publics

Le marché primaire des titres publics émis par adjudication a repris de la vigueur au cours du mois d'octobre 2018. En effet, en nombre, dix-neuf émissions de BTA ont été enregistrées au cours de la période sous revue, contre douze émissions de BTA en septembre 2018 ; en valeur, ces émissions ont atteint 188 milliards en octobre 2018 contre 134,4 milliards un mois plus tôt.

Pour cette période, l'analyse par maturité révèle que les émetteurs ont une préférence pour les BTA de 26 semaines. La répartition des émissions se présente comme ci-dessous :

- six (6) émissions de BTA de 13 semaines d'une valeur globale de 68 milliards, dont deux (2) du Cameroun, d'un montant total de 20 milliards, trois (3) du Gabon, d'un volume de 45 milliards, et une (1) du Congo de 3 milliards.

- onze (11) émissions de BTA de 26 semaines ont été effectuées pour un volume global de 88 milliards, dont trois (3) du Congo, de 15,6 milliards, deux (2) du Cameroun, de 20 milliards, deux (2) du Gabon, de 24,4 milliards, deux (2) du Tchad, de 14,5 milliards, une (1) de la République centrafricaine, de 5,5 milliards, et une (1) de la Guinée Équatoriale, de 8 milliards.

- deux (2) émissions de BTA de 52 semaines, réalisées par le Gabon et la Guinée Équatoriale pour des montants respectifs de 17 milliards et 15 milliards.

Statistiques du marché monétaire à fin octobre 2018

I- STATISTIQUES DU COMPARTIMENT INTERBANCAIRE

Tableau Ia : des opérations du marché interbancaire à fin octobre 2018

(Montants cumulés en FCFA)

	Opérations nationales		Opérations sous-régionales		Total
	Montant	en % du total	Montant	en % du total	Montant
Cameroun					
2010	25 679 600 000	23,6	83 059 570 000	76,4	108 739 170 000
2011	28 479 600 000	50,4	28 000 000 000	49,6	56 479 600 000
2012	42 500 000 000	40,3	62 995 312 000	59,7	105 495 312 000
2013	2 000 000 000	100,0	0	0,0	2 000 000 000
2015	15 000 000 000	88,2	2 000 000 000	11,8	17 000 000 000
2016	19 000 000 000	64,7	10 358 343 693	35,3	29 358 343 693
2017	96 956 151 000	47,1	109 076 503 400	52,9	206 032 654 400
2018	308 100 000 000	67,7	146 900 000 000	32,3	455 000 000 000
Centrafrique					
2016	1 800 000 000	100,0	0	0,0	1 800 000 000
2017	500 000 000	100,0	0	0,0	500 000 000
2018	4 500 000 000	81,8	1 000 000 000	18,2	5 500 000 000
Congo					
2017	4 000 000 000	12,3	28 500 000 000	87,7	32 500 000 000
2018	5 000 000 000	100,0	0	0,0	5 000 000 000
Gabon					
2016	0	0,0	5 000 000 000	100,0	5 000 000 000
2017	0	0,0	24 568 506 000	100,0	24 568 506 000
2018	0	0,0	153 800 000 000	100,0	153 800 000 000
Guinée Equatoriale					
2016	5 000 000 000	100,0	0	0,0	5 000 000 000
2017	5 000 000 000	11,4	39 000 000 000	88,6	44 000 000 000
2018	0	0,0	111 500 000 000	100,0	111 500 000 000
Tchad					
2010	1 500 000 000	100,0	0	0,0	1 500 000 000
2013	3 000 000 000	100,0	0	0,0	3 000 000 000
2014	2 000 000 000	100,0	0	0,0	2 000 000 000
2015	10 000 000 000	83,3	2 000 000 000	16,7	12 000 000 000
2017	0	0,0	1 100 000 000	100,0	1 100 000 000
2018	900 000 000	46,5	1 034 404 300	53,5	1 934 404 300
CEMAC					
2010	27 179 600 000	24,7	83 059 570 000	75,3	110 239 170 000
2011	28 479 600 000	50,4	28 000 000 000	49,6	56 479 600 000
2012	42 500 000 000	40,3	62 995 312 000	59,7	105 495 312 000
2013	5 000 000 000	100,0	0	0	5 000 000 000
2014	2 000 000 000	100,0	0	0	2 000 000 000
2015	25 000 000 000	86,2	4 000 000 000	13,8	29 000 000 000
2016	25 800 000 000	62,7	15 358 343 693	0	41 158 343 693
2017	106 456 151 000	34,5	202 245 009 400	65,5	308 701 160 400
2018	318 500 000 000	43,5	414 234 404 300	56,5	732 734 404 300

Tableau Ib : Taux moyens du marché interbancaire par type de transaction et par maturité

(Historique à compter du 4 juin 2018)

Années	Périodes		TIMP en % par maturité						
		2 jours	7jours	8 à 13 jours	2 semaines	3 semaines	1 mois	2 mois	3 mois
2018	Semaine du 4 au 10 juin 2018	-	6,00	-	-	-	4,22	4,00	5,00
	Semaine du 11 au 17 juin 2018	-	3,25	-	6,00	-	5,00	-	5,00
	Semaine du 18 au 24 juin 2018	-	-	-	6,00	-	5,17	-	5,37
	Semaine du 25 juin au 1 juillet 2018	-	3,25	-	-	-	5,26	4,00	-
	Semaine du 2 au 8 juillet 2018	-	3,50	-	-	-	5,00	-	2,75
	Semaine du 9 au 15 juillet 2018	-	3,55	-	6,00	-	5,00	-	-
	Semaine du 16 au 22 juillet 2018	-	-	6,00	-	6,00	5,00	4,00	-
	Semaine du 23 au 29 juillet 2018	-	3,33	-	6,00	-	5,25	-	-
	Semaine du 30 juillet au 5 août 2018	-	-	-	3,86	-	5,00	-	-
	Semaine du 6 au 12 août 2018	-	3,45	-	-	-	5,81	-	-
	Semaine du 13 au 19 août 2018	-	4,39	-	6,00	-	6,00	4,00	-
	Semaine du 20 au 26 août 2018	-	4,34	-	6,00	-	5,00	-	6,00
	Semaine du 27 août au 2 septembre 2018	-	4,40	-	6,00	-	5,47	-	-
	Semaine du 03 au 07 septembre 2018	-	4,44	-	-	-	5,00	-	-
	Semaine du 10 au 14 septembre 2018	-	4,48	-	6,00	-	-	-	6,00
	Semaine du 17 au 21 septembre 2018	-	4,44	-	-	-	5,00	-	
	Semaine du 24 au 28 septembre 2018	-	3,10	-	-	-	4,86	-	6,00
	Semaine du 01 au 05 octobre 2018	-	3,00	-	-	-	5,00	-	2,75
	Semaine du 08 au 12 octobre 2018	3,75	3,50	-	-	-	5,00	-	
	Semaine du 15 au 19 octobre 2018	-	4,00	-	-	-	5,00	-	-
	Semaine du 22 au 26 octobre 2018	-	-	-	-	-	4,50	-	-
	Semaine du 29 ocobre au 02 novembre 2018	4,00	3,70	-	-	-	5,62	-	-

Tableau Ic : Volume et répartition des transactions interbancaires nationales et régionales en octobre 2018

Nature de l'opération	Nationale		Régionale		Total
	opération	%	opération	%	
Cameroun	97 500 000 000	59,82	65 500 000 000	40,18	163 000 000 000
Centrafrique	2 000 000 000	1,23	-	-	2 000 000 000
Congo	**5 000 000 000**	3,07		-	5 000 000 000
Gabon	-	-	100 000 000	100,00	100 000 000
Guinée Equatoriale	-	-	16 000 000 000	100,00	16 000 000 000
Total	**104 500 000 000**	**56,15**	**81 600 000 000**	**43,85**	**186 100 000 000**

II- STATISTIQUES DES INTERVENTIONS DE LA BANQUE CENTRALE

Tableau IIa : Récapitulatif des interventions de la BEAC

Pays	Encours moyens en millions de FCFA							
	Mois	Opération principale d'injection de liquidité	Facilité de prêt marginal	Avance intrajournalière	Avances au taux de pénalité	Apport liquidité d'urgence	Guichet spécial	Total
Cameroun	juin-18	26 496	595					27 091
	juil-18	40 586	7 177					47 763
	août-18	35 693	2 594					38 287
	sept-18	33 962	79					34 041
	oct-18	19 816	0					19 816
Centrafrique	juin-18	43					433	476
	juil-18	96					415	511
	août-18	100					395	495
	sept-18	130					373	503
	oct-18	185					355	540
Congo	juin-18	51 408	0				55 651	107 059
	juil-18	54 721	1 129				54 932	110 781
	août-18	44 096	3 997				54 518	102 611
	sept-18	37 431	333				54 443	92 208
	oct-18	42 359	0				51 445	93 804
Gabon	juin-18	19 698						19 698
	juil-18	19 323						19 323
	août-18	25 435						25 435
	sept-18	27 500						27 500
	oct-18	27 500						27 500
Guinée Equatoriale	juin-18	147 560	0					147 560
	juil-18	130 834	12 081					142 914
	août-18	117 859	21 083					138 942
	sept-18	96 316	42 351					138 667
	oct-18	57 163	83 372					140 535
Tchad	juin-18	38 030	0	2 124	136 091	7 206		183 451
	juil-18	27 344	7 763	183	131 050	9 703		176 043
	août-18	43 107	16 430	29	99 706	10 000		169 272
	sept-18	56 214	3 159	459	95 999	9 800		165 631
	oct-18	108 218	0	0	46 602	8 500		163 320
CEMAC	**juin-18**	**283 235**	**595**	**2 124**	**136 091**	**7 206**	**56 084**	**485 335**
	juil-18	**272 903**	**28 150**	**183**	**131 050**	**9 703**	**55 347**	**497 335**
	août-18	**266 290**	**44 104**	**29**	**99 706**	**10 000**	**54 913**	**475 042**
	sept-18	**251 553**	**45 922**	**459**	**95 999**	**9 800**	**54 816**	**458 549**
	oct-18	**255 240**	**83 372**	**0**	**46 602**	**8 500**	**51 800**	**445 514**

Tableau IIb : Récapitulatif des données des opérations principales d'injection de liquidité par la BEAC en octobre 2018

Années	Semaines	N° OPIL	Montant mis en adjudication (en millions)	Montant total des offres exprimées (en millions)	Montant total servi (en millions)	Nombre de participants	Taux de participation (%)	Nombre total des offres exprimées	Taux de souscription (%)	Taux minimum de soumissions (%)	Taux maximum de soumissions (%)	Taux marginal de l'adjudication (%)	Taux moyen pondéré des soumissions (%)	Taux moyen pondéré des montants adjugés (%)	TIMP à 7 jours (%)
2018	04/10/2018 au 11/10/2018	AON n° 40	265 000	317 092	265 000	14	29,79	25	119,66	2,95	4,35	2,95	3,56	3,69	3,10
	11/10/2018 au 18/10/2018	AON n° 41	265 000	333 487	265 000	13	27,66	23	125,84	2,95	4,35	2,95	3,56	3,72	3,00
	18/10/2018 au 25/10/2018	AON n° 42	265 000	356 126	265 000	14	29,79	23	134,39	2,95	4,35	2,95	3,56	3,77	3,50
	25/10/2018 au 01/11/2018	AON n° 43	265 000	362 506	265 000	14	29,79	27	136,79	2,95	4,35	2,95	3,59	3,83	4,00

TIMP : Taux interbancaire Moyen Pondéré

Tableau IIc : Données moyennes mensuelles des opérations principales d'injection de liquidité par la BEAC en 2018

(Aux dates de règlement)

Mois	N° OPIL	Montant mis en adjudication (en millions)	Montant total des offres exprimées (en millions)	Montant total servi (en millions)	Nombre de participants	Taux de participation (%)	Nombre total des offres exprimées	Taux de souscription (%)	Taux minimum de soumissions (%)	Taux maximum de soumissions (%)	Taux marginal de l'adjudication (%)	Taux moyen pondéré des soumissions (%)	Taux moyen pondéré des montants adjugés (%)	TIMP à 7 jours (%)
juin	moyenne	281 667	327 316	281 667	19,33	40,84	38	116,18	2,95	4,55	3,02	3,33	3,39	4,17
juillet	moyenne	272 500	324 306	272 500	16,75	35,64	31	119,00	3,08	4,00	3,28	3,40	3,44	3,53
août	moyenne	266 000	334 893	266 000	16,60	35,32	30	125,93	2,95	4,06	3,70	3,76	3,79	3,79
septembre	moyenne	265 000	277 261	239 788	13,75	29,25	26	104,63	2,95	4,30	3,74	4,06	4,07	4,44
octobre	moyenne	265 000	342 303	265 000	13,75	29,26	25	129,17	2,95	4,35	2,95	3,57	3,75	3,40

Tableau IId : Évolution des ratios de refinancement du système bancaire (Cameroun, RCA, Congo)

(Chiffres de fin de période, en millions de FCFA)

Libellés	Cameroun			Centrafrique			Congo		
	octobre-17	octobre-18	Variation en %	octobre-17	octobre-18	Variation en %	octobre-17	octobre-18	Variation en %
1. Montants des accords de classement valides	**48 680**	**53 426**	**9,75**	**16 062**	**25 191**	**56,83**	**83 340**	**87 340**	**4,80**
. Accords à court terme	48 680	53 426	9,75	15 362	15 341	**-0,14**	0	500	-
. Accords à moyen terme irrévocable	**0**	**0**	-	**700**	**9 850**	**1307,14**	**83 340**	**86 840**	4,20
2. Encours des tirages du système bancaire	**110 864**	**22 441**	**-79,76**	**693**	**540**	**-22,08**	**95 675**	**89 730**	**-6,21**
a/Instruments de refinancement ordinaire	110 864	22 441	-79,76	106	185	74,53	30 000	44 980	**49,93**
b/Guichet spécial de refinancement (1)	**0**	**0**	-	**587**	355	-39,52	65 675	44 750	**-31,86**

(1) Les chiffres du Congo concernent la BDEAC.

(2) Pour le Congo, y compris 150 milliards pour la BDEAC.

Tableau IIe : Évolution des ratios de refinancement du système bancaire (Gabon, Guinée Équatoriale, Tchad et CEMAC)

(Chiffres de fin de période, en millions de FCFA)

Libellés	Gabon			Guinée Equatoriale			Tchad			CEMAC		
	octobre-17	octobre-18	Variation en %	octobre-17	octobre-18	Variation en %	octobre-17	octobre-18	Variation en %	octobre-17	octobre-18	Variation en %
1. Montants des accords de classement valides	**9 000**	**2 750**	**-227,27**	**200 000**	**155 000**	**-29,03**	**60 300**	**30 986**	**-48,61**	**417 382**	**354 692**	**-15,02**
. Accords à court terme	9 000	2 750	-227,27	200 000	155 000	-29,03	60 300	30 986	-48,61	333 342	258 002	-22,60
. Accords à moyen terme irrévocable	0	0	0	0	0	-	0	0	-	84 040	96 690	15,05
2. Encours des tirages du système bancaire	**49 450**	**27 500**	**-79,82**	**75 000**	**132 500**	**43,40**	**186 694**	**164 143**	**-13,74**	**272 865**	**436 854**	**60,10**
a/Instruments de refinancement ordinaire	49 450	27 500	-79,82	75 000	132 500	43,40	186 694	164 143	-13,74	241 878	391 749	61,96
b/Guichet spécial de refinancement (1)	0	0	-	0	0	-	0	0	**0**	30 987	45 105	45,56

(1) y compris la BDEAC dans l'ensemble CEMAC.

Tableau IIf : Situation analytique des réserves obligatoires (1)

(Situation de fin de période - Montants en millions de FCFA)

Etats	Dépôts à vue (DAV)					Dépôts à terme (DAT)					Niveau des réserves à constituer (5) + (10)	Réserves déjà constituées
	Situation au 10/09/2018 (1)	Situation au 20/09/2018 (2)	Situation au 31/09/2018 (3)	Moyenne des dépôts à vue (1+2+3)/3 (4)	Réserves à constituer sur les DAV (5)	Situation au 10/09/2018 (6)	Situation au 20/09/2018 (7)	Situation au 31/09/2018 (8)	Moyenne des dépôts à terme (6+ 7 + 8)/3 (9)	Réserves à constituer sur les DAT (10)	(11)	(12)
Cameroun	2 512 834	2 479 371	2 414 804	2 469 003	170 944	1 783 999	1 775 491	1 742 214	1 767 235	78 186	249 130	249 178
Centrafrique	112 181	118 052	127 871	119 368	8 356	60 648	60 463	62 465	61 192	2 754	11 109	10 726
Congo	1 015 543	973 036	968 914	985 831	69 008	263 791	265 730	265 459	264 993	11 925	80 933	78 287
Gabon	1 289 909	1 194 732	1 237 040	1 240 560	86 839	708 511	762 450	799 019	756 660	34 050	120 889	132 867
Guinée Equatoriale	859 866	831 809	848 707	846 794	59 276	312 989	318 240	311 091	314 107	14 135	73 410	73 453
Tchad (2)	524 289	519 510	551 797	531 865	29 636	123 115	118 143	120 764	120 674	5 200	34 836	27 191
CEMAC	**6 314 622**	**6 116 510**	**6 149 133**	**6 193 422**	**424 059**	**3 253 053**	**3 300 517**	**3 301 012**	**3 284 861**	**146 249**	**570 308**	**571 702**

(1) Changement du mode de constitution des réserves obligatoires (en moyenne)

(2) Par décision n°03/CPM/2017 du CPM du 22 mars 2017, quatre banques du Tchad sont temporairement exemptées de la constitution des réserves obligatoires.

Tableau IIg : Situation mensuelle consolidée des réserves obligatoires de la CEMAC (1)

(Situation de fin de période - Montants en millions de FCFA) (2)

Année 2018	Dépôts à vue (DAV)					Dépôts à terme (DAT)					Réserves à constituer (5) + (10)	Réserves déjà constituées
	Situation au 10 (1)	Situation au 20 (2)	Situation au 28/30/31 (3)	Moyenne des dépôts à vue (1+2+3)/3 (4)	Réserves à constituer sur les DAV (5)	Situation au 10 (6)	Situation au 20 (7)	Situation au 28/30/31 (8)	Moyenne des dépôts à terme (6+7 + 8)/3 (9)	Réserves à constituer sur les DAT (10)	(11)	(12)
Janvier	6 183 158	5 969 963	7 443 690	6 532 270	359 112	3 304 293	3 319 826	3 408 054	3 362 936	131 035	490 147	476 280
Février	5 892 267	5 954 350	5 808 214	5 884 944	316 075	3 287 377	3 375 395	3 265 753	3 320 760	133 483	449 558	490 147
Mars	6 032 265	5 801 875	5 711 195	5 848 445	387 493	3 263 325	3 287 276	3 195 169	3 248 590	141 306	528 799	449 558
Avril	5 652 584	5 578 401	5 514 341	5 581 775	390 724	3 248 750	3 260 203	3 287 372	3 265 442	146 945	537 669	528 799
Mai	5 904 395	5 992 967	5 981 077	5 959 480	393 279	3 488 483	3 479 855	3 482 335	3 483 558	150 818	544 097	537 669
Juin	6 022 727	5 910 505	5 898 062	5 943 765	408 053	3 399 978	3 302 144	3 318 600	3 340 241	148 891	556 944	544 097
Juillet	6 068 626	5 969 442	6 077 317	6 038 462	414 354	3 412 306	3 347 078	3 274 693	3 344 692	149 120	563 474	556 944
Août	6 247 335	6 203 508	6 353 970	6 268 271	429 115	3 479 211	3 412 808	3 334 053	3 408 691	150 707	571 702	566 361
Septembre	6 314 622	6 116 510	6 149 133	6 193 422	424 059	3 253 053	3 300 517	3 301 012	3 284 861	146 249	570 308	571 702

(1) Changement du mode de constitution des réserves obligatoires (en moyenne)

(2) Par décision n°03/CPM/2017 du CPM du 22 mars 2017, quatre banques du Tchad sont temporairement exemptées de la constitution des réserves obligatoires.

Tableau IIh : Situation des réserves obligatoires au 31 octobre 2018 (1)

(En millions FCFA-Chiffres de fin de période))

Rubriques	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	CEMAC
Niveau des réserves obligatoires (RO) à constituer	249 130	11 109	80 933	120 889	73 410	34 836	*570 308*
Solde des comptes-courants à la BEAC	756 233	31 361	236 151	329 371	268 490	68 341	1 689 948
Part des RO dans le solde des comptes courants à la BEAC	32,94%	35,42%	34,27%	36,70%	27,34%	50,97%	33,75%

(1) Absence de placement sur le marché monétaire, autre composante des réserves des banques depuis mai 2012.

Tableau IIi : Agrégats de monnaie et objectifs de refinancement (Cameroun, Centrafrique et Congo)

(En millions de FCFA, chiffres en fin de période)

Pays	2016				2017				2018			
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Octobre
I - Cameroun												
1 - Crédits à l'économie	2 761 832	2 826 233	2 936 598	2 945 782	3 061 195	3 035 329	3 005 057	3 048 479	3 116 394	3 225 399	3 278 595	3 289 954
2 - Montant des accords de classement	86 577	52 893	57 458	36 806	49 658	61 303	48 657	31 115	33 271	39 268	39 307	53 426
3 - Refinancement BEAC	80 412	83 437	135 857	192 854	194 517	199 989	102 664	72 569	65 013	29 615	27 500	22 441
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	2,91%	2,95%	4,63%	6,55%	6,35%	6,59%	3,42%	2,38%	2,09%	0,92%	0,84%	0,68%
II - Centrafrique												
1 - Crédits à l'économie	128 569	118 449	135 928	138 205	128 624	126 134	127 387	133 692	140 595	136 885	140 399	146 892
2 - Montant des accords de classement	2 471	32 771	32 609	32 609	15 884	16 062	16 062	16 062	878	15 880	25 144	25 191
3 - Refinancement BEAC	0	3 500	0	0	700	644	731	655	544	557	540	540
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	0,00%	2,95%	0,00%	0,00%	100,00%	0,51%	0,57%	0,49%	0,39%	0,41%	0,38%	0,37%
III - Congo												
2 - Crédits à l'économie	1 213 936	1 293 327	1 292 921	1 283 912	1 240 421	1 266 175	1 257 399	1 211 522	1 172 441	1 118 886	1 131 402	1 128 152
3 - Montant des accords de classement (1)	43 990	40 990	60 790	60 790	87 790	83 340	83 940	83 340	83 840	83 840	87 340	87 340
4 - Refinancement BEAC (2)	34 824	30 987	50 787	89 515	102 920	97 604	96 425	91 651	90 472	101 848	98 168	89 730
5 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	2,87%	2,40%	3,93%	6,97%	8,30%	7,71%	7,67%	7,56%	7,72%	9,10%	8,68%	7,95%

(1) dont une partie pour la BDEAC.

(2) Le montant sur le guichet B au Congo concerne le refinancement de la BDEAC.

Tableau IIj : Agrégats de monnaie et objectifs de refinancement (Gabon, Guinée Équatoriale, Tchad et CEMAC)

(En millions de FCFA, chiffres en fin de période)

Pays	2016				2017					2018			
	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Avril	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Octobre
IV - Gabon													
1 - Crédits à l'économie	1 266 284	1 236 401	1 188 950	1 205 474	1 154 596	1 120 930	1 134 460	1 089 659	1 120 551	1 026 912	1 089 433	1 132 154	1 130 891
2 - Montant des accords de classement	0	0	9 000	9 000	18 000	18 000	18 000	9 000	11 750	2 750	2 750	2 750	2 750
3 - Refinancement BEAC	0	21 900	30 800	80 000	78 676	77 675	79 927	52 591	48 000	39 500	19 000	27 500	27 500
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	0,00%	1,77%	2,59%	6,64%	6,81%	6,93%	7,05%	4,83%	4,28%	3,85%	1,74%	2,43%	2,43%
V - Guinée Equatoriale													
1 - Crédits à l'économie	1 142 080	1 100 828	1 177 563	1 205 474	1 138 937	1 139 843	1 166 903	1 147 149	1 166 404	1 163 042	1 166 372	1 178 123	1 191 789
2 - Montant des accords de classement	150 000	150 000	150 000	150 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	200 000	175 000	175 000	155 000
3 - Refinancement BEAC	120 000	0	45 000	137 500	107 500	123 500	129 500	80 000	90 000	127 650	147 432	129 000	132 500
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	10,51%	0,00%	3,82%	11,41%	9,44%	10,83%	11,10%	6,97%	7,72%	10,98%	12,64%	10,95%	11,12%
VI - Tchad													
1 - Crédits à l'économie	652 861	662 061	669 344	633 624	631 579	638 851	626 600	622 334	619 303	620 809	619 046	618 778	614 625
2 - Montant des accords de classement	166 200	139 000	146 200	146 200	67 374	67 374	40 424	53 224	8 650	47 381	27 200	30 472	30 986
3 - Refinancement BEAC	132 900	204 450	205 165	195 579	177 511	191 485	193 810	184 194	188 020	199 913	181 556	158 516	164 143
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	20,36%	30,88%	30,65%	30,87%	28,11%	29,97%	30,93%	29,60%	30,36%	32,20%	29,33%	25,62%	26,71%
VII - CEMAC													
1 - Crédits à l'économie	7 539 292	7 159 600	7 910 257	7 868 391	7 915 448	7 827 465	7 889 727	7 764 432	7 764 432	7 727 637	7 805 567	7 916 289	7 922 011
2 - Montant des accords de classement [1]	449 238	445 197	305 200	305 200	438 706	452 278	419 129	410 883	350 917	368 120	343 938	360 012	354 692
3 - Refinancement BEAC [2]	368 136	344 274	467 609	695 448	661 824	681 992	701 474	516 605	490 895	523 092	480 008	441 224	436 854
4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (4/2)	4,88%	4,49%	5,91%	8,84%	8,36%	8,71%	8,89%	6,65%	6,32%	6,77%	6,15%	5,57%	5,51%

(1) dont une partie pour la BDEAC.

(2) Le montant sur le guichet B au Congo concerne le refinancement de la BDEAC.

Tableau IIk : Opérations du crédit et du marché monétaire au 31 octobre 2018

(Situation en fin de période - en millions de F.CFA)

octobre 2018

Rubriques	Pays						CEMAC [1]
	Cameroun	Centrafrique	Congo [1]	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad	
Accords de mobilisation	53 426	25 191	87 340	2 750	155 000	30 986	354 692
Refinancements accordés	23 550	540	98 169	27 500	129 000	160 016	438 775
1. Instruments de refinancement	*23 550*	*185*	*44 400*	*27 500*	*129 000*	*160 016*	384 651
2. Guichet spécial de refinancement	*0*	*355*	*53 769*	*0*	*0*	*0*	54 124
Niveaux des réserves obligatoires à constituer	*249 130*	*11 109*	*80 933*	*120 889*	*73 410*	*34 836*	570 308
Autres interventions (ponctions de liquidité) [2]	*0*	*0*	*55*	*0*	*0*	*0*	55
Intérêts mensuels acquis sur les opérations du marché monétaire	59	1	248	88	386	684	1 466
Encours des engagements des Etats à consolider au 31 décembre 2017 [3]	576 898	80 484	572 000	452 500	608 703	479 430	2 770 015
Encours des avances exceptionnelles (GABAC) [4]	432	642	432	432	432	432	2 802
Arriérés en capital et en intérêts sur avances exceptionnelles (GABAC)	20	31	20	20	20	20	131

(1) Le refinancement sur le guichet spécial au Congo concerne uniquement la BDEAC, institution communautaire.

(2) Fonds de bonification de la BDEAC.

(3) Chiffres consolidés suivant les résolutions n°1 du Comité Ministériel du 04 août 2017 et du Conseil d'Administration du 05 août 2017, les avances statutaires sont désormais proscrites et l'ensemble des

(4) Avances octroyées au GABAC pour le financement de son budget, mais remboursées par les Etats.

III- MARCHE DES TITRES PUBLICS

Tableau IIIa : Liste des titres publics du Cameroun au 31 octobre 2018

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité BTA	Montant levé par le Trésor
CM1100000676 BTA-13 02-NOVE-2018	BTA	01/08/2018	02/11/2018	13 semaines	7 000
CM1100000684 BTA-13 16-NOVE-2018	BTA	15/08/2018	16/11/2018	13 semaines	10 000
CM1100000692 BTA-13 09-NOVE-2018	BTA	08/08/2018	09/11/2018	13 semaines	10 000
CM1100000700 BTA-13 22-NOVE-2018	BTA	22/08/2018	23/11/2018	13 semaines	10 000
CM1100000718 BTA-13 28-DECE-2018	BTA	26/09/2018	28/12/2018	13 semaines	10 000
CM1100000726 BTA-13 04-JANV-2019	BTA	03/10/2018	04/01/2019	13 semaines	10 000
CM1200000626 BTA-26 02-NOVE-2018	BTA	02/05/2018	02/11/2018	26 semaines	7 000
CM1200000634 BTA-26 21-DECE-2018	BTA	20/06/2018	21/12/2018	26 semaines	7 000
CM1200000642 BTA-26 28-DECE-2018	BTA	27/06/2018	28/12/2018	26 semaines	7 000
CM1200000659 BTA-26 25-JANV-2019	BTA	25/07/2018	25/01/2019	26 semaines	7 000
CM1200000667 BTA-26 08-MARS-2019	BTA	05/09/2018	08/03/2019	26 semaines	10 000
CM1200000675 BTA-26 15-MARS-2019	BTA	12/09/2018	15/03/2019	26 semaines	10 000
CM1300000401 BTA-52 19-AVRI-2019	BTA	18/04/2018	19/04/2019	52 semaines	5 000
CM1300000419 BTA-52 20-SEPT-2019	BTA	19/09/2018	20/09/2019	52 semaines	0
Total					**110 000**

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIb : Liste des titres publics de la République centrafricaine au 31 octobre 2018

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité BTA	Montant levé par le Trésor
CF1200000294 BTA-26 21-DECE -2018	BTA	20/06/2018	21/12/2018	26 semaines	4 000
Total					**4 000**

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIc : Liste des titres publics du Congo au 31 octobre 2018

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité BTA	Montant levé par le Trésor
CG1200000046 BTA-26 16-NOVE-2018	BTA	16/05/2018	16/11/2018	26 semaines	2 600
CG1200000053 BTA-26 07-DECE-2018	BTA	08/06/2018	07/12/2018	26 semaines	4 000
CG1200000061 BTA-26 21-DECE-2018	BTA	20/06/2018	21/12/2018	26 semaines	2 000
CG1200000079 BTA-26 18-JANV-2019	BTA	20/07/2018	18/01/2019	26 semaines	3 000
CG1200000087 BTA-26 08-FEVR-2019	BTA	08/08/2018	08/02/2019	26 semaines	6 000
CG1200000095 BTA-26 01-MARS-2019	BTA	29/08/2018	01/03/2019	26 semaines	5 000
CG1200000103 BTA-26 15-MARS-2019	BTA	12/09/2018	15/03/2019	26 semaines	5 000
CG1200000111 BTA-26 22-MARS-2019	BTA	19/09/2018	22/03/2019	26 semaines	6 000
Total					**33 600**

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIId : Liste des titres publics du Gabon au 31 octobre 2018

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité		Montant levé par le Trésor
				BTA	OTA	
GA1100000635 BTA-13 02-NOVE-2018	BTA	01/08/2018	02/11/2018	13 semaines		10 000
GA1100000643 BTA-13 09-NOVE-2018	BTA	08/08/2018	09/11/2018	13 semaines		10 000
GA1100000650 BTA-13 23-NOVE-2018	BTA	22/08/2018	23/11/2018	13 semaines		12 000
GA1100000668 BTA-13 30-NOVE-2018	BTA	29/08/2018	30/11/2018	13 semaines		14 000
GA1100000676 BTA-13 07-DECE-2018	BTA	05/09/2018	07/12/2018	13 semaines		15 000
GA1100000684 BTA-13 21-DECE-2018	BTA	19/09/2018	21/12/2018	13 semaines		5 000
GA1100000692 BTA-13 28-DECE-2018	BTA	26/09/2018	28/12/2018	13 semaines		12 000
GA1200000683 BTA-26 16-NOVE-2018	BTA	16/05/2018	16/11/2018	26 semaines		15 000
GA1200000691 BTA-26 14-DECE-2018	BTA	13/06/2018	14/12/2018	26 semaines		12 000
GA1200000709 BTA-26 21-DECE-2018	BTA	20/06/2018	21/12/2018	26 semaines		12 000
GA1200000717 BTA-26 04-JANV-2019	BTA	04/07/2018	04/01/2019	26 semaines		8 000
GA1200000725 BTA-26 18-JANV-2019	BTA	18/07/2018	18/01/2019	26 semaines		16 000
GA1200000733 BTA-26 15-FEVR-2019	BTA	15/08/2018	15/02/2019	26 semaines		7 500
GA1200000741 BTA-26 15-MARS-2019	BTA	12/09/2018	15/03/2019	26 semaines		14 591
GA1200000758 BTA-26 05-AVRI-2019	BTA	03/10/2018	05/04/2019	26 semaines		9 400
GA1300000302 BTA-52 22-MARS-2019	BTA	21/03/2018	22/03/2019	52 semaines		15 000
Sous-total (BTA)						**187 491**
GA2A00000032 OT 2 ANS 4,75% 26-NOVE-2018	OTA	23/11/2016	26/11/2018		2 ANS	5 000
GA2A00000032 OT 2 ANS 4,75% 26-NOVE-2018#1	OTA	16/12/2016	26/11/2018		2 ANS	10 000
GA2A00000041 OT 2 ANS 4,5% 23-SEPT-2019	OTA	20/09/2017	23/09/2019		2 ANS	8 000
GA2A00000041 OTA 2 ANS 4,5% 23-SEPT-2019#	OTA	13/09/2018	23/09/2019		2 ANS	18 600
GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,50% 23-MARS-2020	OTA	21/03/2018	23/03/2020		2 ANS	4 100
GA2A00000051 OT 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020#	OTA	04/04/2018	23/03/2020		2 ANS	7 500
GA2A00000069 OTA 2 ANS 5% 25-MAI-2020	OTA	23/05/2018	25/05/2020		2 ANS	27 449
GA2JA00000069 OTA 3 ANS 5,75% 05-JUIL-2021	OTA	04/07/2018	05/07/2021		3 ANS	8 800
GA2JA00000069 OTA 3 ANS 5,75% 05-JUIL-2021#1	OTA	01/08/2018	05/07/2021		3 ANS	5 000
GA2BA00000026 OTA 5 ANS 7% 06-AOUT-2023	OTA	01/08/2018	03/08/2023		5 ANS	10 000
Sous-total (OTA)						**104 449**

Total	**291 940**

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIe : Liste des titres publics de la Guinée Équatoriale au 31 octobre 2018

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité BTA	Montant levé par le Trésor
GQ1300000452 BTA-52 09-NOVE-2018	BTA	08/11/2017	09/11/2018	52 semaines	1 500
GQ1300000461 BTA-52 23-NOVE-2018	BTA	22/11/2017	23/11/2018	52 semaines	10 000
GQ1300000478 BTA-52 07-DECE-2018	BTA	06/12/2017	07/12/2018	52 semaines	1 500
GQ1300000486 BTA-52 04-JANV-2019	BTA	03/01/2018	04/01/2019	52 semaines	1 500
GQ1300000494 BTA-52 18-JANV-2019	BTA	17/01/2018	18/01/2019	52 semaines	15 000
GQ1300000502 BTA-52 15-FEVR-2019	BTA	14/02/2018	15/02/2019	52 semaines	11 000
GQ1300000511 BTA-52 22-MARS-2019	BTA	21/03/2018	22/03/2019	52 semaines	7 500
GQ1300000528 BTA-52 10-AVRI-2019	BTA	11/04/2018	10/04/2019	52 semaines	15 000
GQ1300000536 BTA-52 17-MAI-2019	BTA	16/05/2018	17/05/2018	52 semaines	5 000
GQ1300000544 BTA-52 14-JUIN-2019	BTA	13/06/2018	14/06/2019	52 semaines	3 000
GQ1300000551 BTA-52 12-JUIL-2019	BTA	11/07/2018	12/07/2019	52 semaines	11 000
GQ1300000569 BTA-52 09-AOUT-2019	BTA	09/08/2018	09/08/2019	52 semaines	10 000
		Total			**92 000**

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIf : Liste des titres publics du Tchad au 31 octobre 2018

(en millions de FCFA)

Codes	Nature des titres	Date d'émission	Date de remboursement	Maturité		Montant levé par le Trésor
				BTA	OTA	
TD1200000172 BTA-26 16-NOVE-2018	BTA	16/05/2018	16/11/2018	26 semaines		22 500
TD1200000180 BTA-26 23-NOVE-2018	BTA	23/05/2018	23/11/2018	26 semaines		9 100
TD1200000198 BTA-26 14-DECE-2018	BTA	13/06/2018	14/12/2018	26 semaines		13 000
TD1200000206 BTA-26 18-JANV-2019	BTA	18/07/2018	18/01/2019	26 semaines		18 450
TD1200000214 BTA-26 01-FEVR-2019	BTA	01/08/2018	01/02/2019	26 semaines		11 700
TD1200000222 BTA-26 22-FEVR-2019	BTA	22/08/2018	22/02/2019	26 semaines		13 500
TD1200000230 BTA-26 01-MARS-2019	BTA	29/08/2018	01/03/2019	26 semaines		23 850
TD1200000248 BTA-26 08-MARS-2019	BTA	05/09/2018	08/03/2019	26 semaines		13 500
TD1200000255 BTA-26 15-MARS-2019	BTA	12/09/2018	15/03/2019	26 semaines		28 350
TD1200000263 BTA-26 29-MARS-2019	BTA	26/09/2018	29/03/2019	26 semaines		4 500
TD1300000288 BTA-52 23-NOVE-2018	BTA	22/11/2017	23/11/2018	52 semaines		8 000
TD1300000296 BTA-52 21-DECE-2018	BTA	20/12/2017	21/12/2018	52 semaines		13 500
TD1300000304 BTA-52 11-JANV-2019	BTA	10/01/2018	11/01/2019	52 semaines		22 500
TD1300000312 BTA-52 25-JANV-2019	BTA	24/01/2018	25/01/2019	52 semaines		6 000
TD1300000321 BTA-52 08-FEVR-2019	BTA	07/02/2018	08/02/2019	52 semaines		12 000
TD1300000338 BTA-52 15-MARS-2019	BTA	14/03/2018	15/03/2018	52 semaines		15 000
TD1300000353 BTA-52 24-JUIN-2019	BTA	21/06/2018	24/06/2019	52 semaines		36 111
Sous-total (BTA)						**271 561**
TD2B00000041 OTA 5 ANS 4,1% 23-SEPT-2020	OTA	23/9/2015	23/09/2020		5 ANS	10 000
TD2B00000051 OTA 5 ANS 4,1% 02-OCTO-2020	OTA	30/9/2015	02/10/2020		5 ANS	10 000
TD2B00000069 OTA 5 ANS 4,1% 30-OCTO-2020	OTA	28/10/2015	30/10/2020		5 ANS	15 000
TD2K00000015 OTA 4 ANS 4% 25-MARS-2020	OTA	25/3/2016	25/3/2020		4 ANS	30 000
TD2B00000023 OTA 5 ANS 4,15% 21-AOUT-2020	OTA	19/8/2015	21/08/2020		5 ANS	48 760
TD2J00000017 OTA 3 ANS 4,1% 02-JANV-2019	OTA	01/1/2016	02/1/2019		3 ANS	30 000
TD2J00000026 OTA 3 ANS 4% 09-SEPT-2019	OTA	07/09/2016	09/09/2019		3 ANS	5 000
TD2A00000409 OTA 2 ANS 4,5% 31-DECE-2018	OTA	28/12/2016	31/12/2018		2 ANS	15 000
TD2A00000418 OTA 2 ANS 4,5% 10-JUIN-2019	OTA	07/06/2017	10/06/2019		2 ANS	26 800
Sous-total (OTA)						**190 560**
			Total			**462 121**

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIg : Encours des titres publics émis par adjudication au 31 octobre 2018

(en millions de FCFA)

Pays	BTA		OTA		Total	
	volume	%	volume	%	volume	%
Cameroun	110 000	11,07	0	0,00	110 000	11,07
RCA	4 000	0,40	0	0,00	4 000	0,40
Congo	33 600	3,38	0	0,00	33 600	3,38
Gabon	187 491	18,87	104 449	10,51	291 940	29,38
Guinée Equatoriale	92 000	9,26	0	0,00	92 000	9,26
Tchad	271 561	27,33	190 560	19,18	462 121	46,51
CEMAC	**698 652**	**70,31**	**295 009**	**29,69**	**993 661**	**100,00**

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIh : BTA émis par adjudication en octobre 2018

Pays	Maturité	Code émission	Date d'émission	Date de règlement	Montant (millions de FCFA)	Taux Moyen Pondéré	Date de remboursement	Taux de Souscription	SVT Locaux	SVT Déplacés	Montant levé	Prix
Cameroun	13 semaines	CM1100000726	mercredi 3 octobre 2018	vendredi 16 novembre 2018	10 000	2,60	vendredi 4 janvier 2019	155,00	10 000	0	10 000	96,92
Cameroun	13 semaines	CM1100000734	mercredi 10 octobre 2018	vendredi 9 novembre 2018	10 000	2,56	vendredi 11 janvier 2019	230,00	5 228	4 772	10 000	96,97
Cameroun	26 semaines	CM1200000683	mercredi 24 octobre 2018	vendredi 28 décembre 2018	10 000	2,62	vendredi 26 avril 2019	234,00	7 828	2 172	10 000	99,33
Cameroun	26 semaines	CM1200000691	mercredi 17 octobre 2018	vendredi 9 novembre 2018	10 000	2,54	vendredi 10 mai 2019	210,00	3 184	6 816	10 000	99,31
Congo	26 semaines	CG1200000129	mercredi 17 octobre 2018	vendredi 21 décembre 2018	6 500	6,40	vendredi 19 avril 2019	73,33	0	6 500	6 500	99,32
Congo	26 semaines	CG1200000145	mercredi 3 octobre 2018	vendredi 23 novembre 2018	4 000	6,47	vendredi 24 mai 2019	66,67	0	4 000	4 000	99,35
Congo	13 semaines	CG1200000160	mercredi 10 octobre 2018	vendredi 21 décembre 2018	3 000	6,37	vendredi 21 juin 2019	51,67	0	3 000	3 000	99,18
Congo	26 semaines	CG1200000152	mercredi 17 octobre 2018	vendredi 14 décembre 2018	5 110	6,47	vendredi 14 juin 2019	84,56	1 110	4 000	5 110	99,17
Gabon	26 semaines	GA1200000758	mercredi 3 octobre 2018	vendredi 26 octobre 2018	9 400	3,76	vendredi 5 avril 2019	55,29	3 000	6 400	9 400	99,16
Gabon	13 semaines	GA1100000700	mercredi 10 octobre 2018	vendredi 9 novembre 2018	15 000	3,46	vendredi 11 janvier 2019	174,67	4 935	10 065	15 000	99,19
Gabon	26 semaines	GA1200000766	mercredi 17 octobre 2018	vendredi 23 novembre 2018	15 000	3,61	vendredi 19 avril 2019	176,00	4 400	10 600	15 000	98,34
Gabon	13 semaines	GA1100000718	mercredi 24 octobre 2018	vendredi 30 novembre 2018	15 000	3,27	vendredi 25 janvier 2019	144,06	5 913	9 087	15 000	90,39
Gabon	13 semaines	GA1100000726	mercredi 31 octobre 2018	vendredi 9 novembre 2018	15 000	3,38	vendredi 8 février 2019	108,80	1 000	14 000	15 000	
Gabon	52 semaines	GA1200000808	mercredi 24 octobre 2018	vendredi 21 décembre 2018	17 000	4,03	vendredi 21 juin 2019	111,76	4 000	13 000	17 000	
Guinée Equatoriale	52 semaines	GQ1300000577	mercredi 24 octobre 2018	vendredi 19 octobre 2018	15 000	8,02	vendredi 25 octobre 2019	133,33	13 000	2 000	15 000	
Guinée Equatoriale	26 semaines	GQ1300000593	mercredi 17 octobre 2018	vendredi 7 décembre 2018	8 000	8,19	vendredi 6 décembre 2019	53,52	5 000	3 000	8 000	
République centrafricaine	26 semaines	CF1200000302	mercredi 17 octobre 2018	vendredi 19 octobre 2018	5 500	5,32	vendredi 19 avril 2019	100,00	5 500	0	5 500	
Tchad	26 semaines	TD1200000289	mercredi 17 octobre 2018	vendredi 23 novembre 2018	8 100	6,00	vendredi 19 avril 2019	103,09	8 100	0	8 100	
Tchad	26 semaines	TD1200000271	mercredi 17 octobre 2018	vendredi 28 décembre 2018	6 435	6,50	vendredi 19 avril 2019	95,33	6 435	0	6 435	

Tableau IIIi : Encours des OTA émis par adjudication à fin octobre 2018

Pays	Maturité	Code émission	Date d'émission	Montant (millions de FCFA)	Prix Moyen Pondéré	Date de remboursement	Taux de Souscription	SVT Locaux	SVT Déplacés	Montant levé	Taux facial	Rendement
Gabon	2 ANS	GA2A00000032 OTA 2 ANS 4,75% 26-NOVE -2018	mercredi 23 novembre 2016	5 000	99,51	lundi 26 novembre 2018	250,00	5 000	0	5 000	4,75	4,7741
Gabon	2 ANS	GA2A00000032 OTA 2 ANS 4,75% 26-NOVE -2018#1	mercredi 14 décembre 2016	10 000	98,62	lundi 26 novembre 2018	100,00	5 000	5 000	10 000	4,75	4,8185
Gabon	2 ANS	GA2A00000041 OTA 2 ANS 4,5% 23-SEPT -2019	mercredi 20 septembre 2017	8 000	99,38	lundi 23 septembre 2019	20,00	0	8 000	8 000	4,5	4,5290
Tchad	5 ANS	TD2B00000023 OTA 5 ANS 4,15% 21-AOUT -2020	mercredi 19 août 2015	48 760	94,23	vendredi 21 août 2020	97,52			0	4,15	4,4042
Tchad	5 ANS	TD2B00000041 OTA 5 ANS 4,1% 25-SEPT -2020	mercredi 23 septembre 2015	10 000	100,00	vendredi 25 septembre 2020	40,00		10 000	10 000	4,10	4,1000
Tchad	5 ANS	TD2B00000051 OTA 5 ANS 4,1% 02-OCTO -2020	mercredi 30 septembre 2015	10 000	100,00	vendredi 2 octobre 2020	40,00		10 000	10 000	4,10	4,1000
Tchad	5 ANS	TD2B00000069 OTA 5 ANS 4,1% 30-OCTO -2020	mercredi 28 octobre 2015	15 000	100,00	vendredi 30 octobre 2020	100,00		15 000	15 000	4,10	4,1000
Tchad	3 ANS	TD2J00000017 OTA 3 ANS 4,1% 02-JANV -2019	mercredi 30 décembre 2015	30 000	100,00	mercredi 2 janvier 2019	100,00	30 000	0	30 000	4,10	4,1000
Tchad	4 ANS	TD2K00000015 OTA 4 ANS 4% 25-MARS -2020	mercredi 23 mars 2016	30 000	98,00	mercredi 25 mars 2020	102,00	15 300	14 700	30 000	4,00	4,0818
Tchad	2 ANS	TD2J00000026 OTA 3 ANS 4% 09-SEPT -2019	mercredi 7 septembre 2016	5 000	99,00	lundi 9 septembre 2019	100,00	5 000	0	5 000	4,00	4,0407
Tchad	2 ANS	TD2A00000409 OTA 2 ANS 4,5% 31-DECE -2018	mercredi 28 décembre 2016	15 000	99,00	lundi 31 décembre 2018	60,00	15 000	0	15 000	4,50	4,5470
Tchad	2 ANS	TD2A00000418 OTA 2 ANS 4,5% 10-JUIN -2019	mercredi 7 juin 2017	26 800	100,00	lundi 10 juin 2019	89,33	26 800	0	26 800	4,5	4,5000
Gabon	2 ANS	GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020	mercredi 21 mars 2018	7 500	97,89	lundi 23 mars 2020	100,00	7500	0	7 500	4,5	4,6004
Gabon	2 ANS	GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020#1	mercredi 4 avril 2018	4 100	96,08	lundi 23 mars 2020	27,36	3995,84	104	4 100	4,5	4,6895
Gabon	2 ANS	GA2A00000069 OTA 2 ANS 5% 25-MAI-2020	mercredi 23 mai 2018	27 449	99,97	lundi 25 mai 2020	78,43	12000	15 449	27 449	5	5,0013
Gabon	3 ANS	GA2J00000069 OTA 3 ANS 5,75% 05-JUIL-2021	vendredi 6 juillet 2018	8 800	88,24	lundi 5 juillet 2021	80,25	2 100	6 700	8 800	5,75	6,5180
Gabon	3 ANS	GA2J00000069 OTA 3 ANS 5,75% 05-JUIL-2021#1	mercredi 1 août 2018	5 000	75,44	lundi 5 juillet 2021	66,67	0	5 000	5 000	5,75	7,6257
Gabon	5 ANS	GA2B00000026	mercredi 1 août 2018	10 000	100,00	jeudi 3 août 2023	100,00	0	10 000	10 000	7	7,0000
Gabon	2 ANS	GA2A00000041 OTA 2 ANS 4,5% 23-SEPT -2019	mercredi 12 septembre 2018	18 600	96,16	lundi 23 septembre 2019	93,00	11100	7 500	18 600	4,5	4,7193
Gabon	2 ANS	GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020#2	mercredi 24 octobre 2018	3 282	91,76	lundi 23 mars 2020	21,88	2980	302	3 282	4,5	4,9170
Gabon	2 ANS	GA2A00000051	mercredi 28 novembre 2018	15 000	101,77	lundi 23 mars 2020	136,67	15 000	0	15 000	4,5	4,4189
Gabon	2 ANS	GA2A00000051	mercredi 28 novembre 2018	11 000	99,39	lundi 23 mars 2020	93,60	5000	6 000	11 000	4,5	4,5276

IV. AUTRES STATISTIQUES

Tableau IVa : Évolution des taux d'intérêt de la BEAC et du taux créditeur minimum

Rubriques	11.07.2017 au 30.10.2018 (en %)	A compter du 31.10.2018 (en %)
I - Opérations des Trésors (Placements publics)		
. Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du Fonds de réserves sur les Générations Futures (TISPPo)	0,40	0,40
. Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du Mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (TISPP1)	0,05	0,05
. Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre des dépôts spéciaux (TISPP2)	0,00	0,00
II - Marché monétaire		
. Taux des appels d'offres (TIAO)	2,95	3,50
. Taux de Facilité de Prêt Marginal (TFPM)	4,70	6,00
. Taux de Facilité de Dépôt (TFD)	0	0,00
. Taux de pénalité aux banques (TPB)	7,00	7,55
III - Taux Créditeur Minimum (TCM)	2,45	2,45

Le nouveau cadre opérationnel de la politique monétaire est entré en vigueur le 11 juin 2018.

Tableau IVb : Évolution des coefficients et du taux de rémunération des réserves obligatoires

(En pourcentage)

Rubriques	01.06.17 20.03.18	Rubriques	Date de la dernière modification 21.03.18
I - Coefficients des réserves obligatoires (*)		**I - Coefficients des réserves obligatoires (**)**	
- Exigibilités à vue		***- Exigibilités à vue***	7,00
1. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette inférieure à 16,5 milliards	0,00	***- Exigibilités à terme***	4,50
2. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette comprise entre 16,5 et 41	3,00		
3. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette supérieure à 41 milliards	7,25	**II - Taux de rémunération des réserves**	0,05
- Exigibilités à terme			
1. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette inférieure à 16,5 milliards	0,00		
2. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette comprise entre 16,5 et 41	2,00		
3. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette supérieure à 41 milliards	5,25		
II - Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05		

(*) Par décision N°03/CPM/2017 du CPM du 22 mars 2017, les coefficients applicables sur les réserves obligatoires ont été fixés selon des seuils minimums des éléments constitutifs de l'assiette de calcul des réserves obligatoires.
(**) Par décision N°03/CPM/2018 du CPM du 21 mars 2018, les coefficients applicables sur les réserves obligatoires ont été harmonisés pour tous les établissements de crédit de la sous-région.

Tableau IVc : Évolution des taux directeurs des pays partenaires de la CEMAC

(Situation en fin de période)

(En pourcentage)

Pays/Régions	2016	2017			2018										Dates de la dernière modification
	Octobre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	
BCEAO															
. Taux d'appel d'offres															
- injections de liquidité (2)	*2,50*	*2,50*	*2,50*	*2,50*	*2,50*	*2,50*	*2,50*	*2,50*	*2,50*	*2,50*	*2,50*	*2,50*	*2,50*	*2,50*	*17 septembre 2013*
- reprises de liquidité	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
. Taux du guichet de prêt marginal	*3,50*	*4,50*	*4,50*	*4,50*	*4,50*	*4,50*	*4,50*	*4,50*	*4,50*	*4,50*	*4,50*	*4,50*	*4,50*	*4,50*	*16 décembre 2016*
ZONE EURO (3)															
. Taux d'appel d'offres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	*16 mars 2016*
. Facilité de prêt marginal	0,25	0,25	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	*16 mars 2016*
. Facilité de dépôts	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	*16 mars 2016*
ROYAUME-UNI															
. Prêts maisons d'escompte	0,25	0,25	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,50	0,75	0,75	0,75	*02 août 2018*
CHINE															
. Taux de référence d'emprunt	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	4,35	*23 octobre 2015*
ETATS-UNIS															
. Taux d'intérêt de la FED	0,50	1,25	1,25	1,50	1,50	1,50	1,50	1,75	1,75	2,00	2,00	2,00	2,00	2,00	*13 juin 2018*
NIGERIA															
Taux de la politique monétaire	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	14,00	*26 juillet 2016*
Taux de facilité de dépôt	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	9,00	26 juillet 2016
Taux de facilité de prêt marginal	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	16,00	*26 juillet 2016*

(1) Sources : BDF, BCEAO, OCDE, BFCE-multidevises, Internet, etc...

(2) Taux minimum de soumission aux appels d'offres.

(3) Groupe de pays utilisant l'Euro comme monnaie : France, Belgique, Espagne, Allemagne, Italie, Hollande, Finlande, Portugal, Luxembourg, Irlande, Autriche, Grèce, Slovénie, Chypre, Malte, Slovaquie et Estonie.

(4) Objectif implicite.

Tableau IVd : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au Cameroun

(En millions de F CFA)

	2017			2018										Variation [1]
	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	septembre	octobre	octobre 18 - octobre 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	**-90 569**	**-72 300**	**72 569**	**80 358**	**80 658**	**65 013**	**18 434**	**38 504**	**29 615**	**52 524**	**28 235**	**23 550**	**42 441**	**133 010**
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	1 022 663	1 045 780	1 136 578	1 076 912	1 064 517	1 086 298	1 084 397	1 060 558	1 068 187	1 076 700	1 093 392	1 122 532	1 142 340	119 677
. Réserves flottantes :	534 819	599 755	739 998	839 635	893 925	857 132	776 558	851 650	780 936	780 954	796 574	756 233	653 892	119 072
-Comptes courants des Ets de crédit	534 819	599 755	739 998	839 635	893 925	857 132	776 558	851 650	780 936	780 954	796 574	756 233	653 892	119 072
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	54 032	54 010	51 139	54 004	54 005	53 999	51 252	51 252	51 267	51 248	51 248	51 261	51 282	-2 750
.FMI-Allocations de DTS	140 347	138 901	138 078	136 015	137 651	137 190	138 436	140 805	140 295	139 193	139 861	140 151	141 998	1 650
.Divers-passifs	-109 033	-107 757	-107 654	-112 148	-111 430	-110 376	-110 843	-110 878	-109 822	-110 323	-110 006	-97 240	-82 114	26 920
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	1 521 021	1 524 225	1 735 763	1 844 981	1 796 197	1 819 118	1 717 798	1 725 530	1 680 500	1 655 722	1 692 561	1 688 948	1 686 080	165 058
.Autres créances sur l'extérieur	84 644	83 775	83 350	82 782	83 245	82 929	83 944	85 447	84 282	83 462	83 387	83 125	85 087	443
.Créances sur l'Etat (net)	108 369	175 292	49 182	-34 289	58 208	33 922	102 372	127 356	117 074	129 424	150 486	161 149	77 946	-30 423
.Divers-Actifs	19 363	19 698	17 275	20 586	20 361	23 262	17 252	16 550	19 392	16 641	16 400	16 165	15 844	-3 520
II. Réserves obligatoires [1]	**201 433**	**201 145**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
III. Concours du marché monétaire	**110 864**	**128 845**	**72 569**	**80 358**	**80 658**	**65 013**	**18 434**	**38 504**	**29 615**	**52 524**	**28 235**	**23 550**	**42 441**	**-68 423**
.Appels d'offres positifs ou OPIL(2)	110 864	128 845	72 569	80 358	80 658	65 013	18 434	38 476	26 244	52 524	27 762	23 550	42 441	-68 423
.Facilité de prêt marginal et autres interventions	0	0	0	0	0	0	0	28	3 371	0	473	0	0	0

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entrainé la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

(2) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVe : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire en RCA

(En millions de F CFA)

	2017			2018										Variation (1)
	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	septembre	octobre	octobre 18 - octobre 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	**-2 359**	**-1 959**	**-1 850**	**616**	**542**	**523**	**504**	**485**	**414**	**414**	**488**	**540**	**521**	**2 880**
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	157 641	161 284	168 430	164 649	167 846	165 592	170 979	173 187	177 398	177 398	183 588	181 520	183 449	25 808
. Réserves flottantes :	28 433	31 655	34 583	33 931	30 647	34 559	22 252	22 106	25 520	25 520	27 893	31 361	36 793	8 360
-Comptes courants des Ets de crédit	28 433	31 655	34 583	33 931	30 647	34 559	22 252	22 106	25 520	25 520	27 893	31 361	36 793	8 360
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	21 788	21 619	20 269	21 553	21 277	21 589	20 741	20 571	20 405	20 405	20 656	20 210	21 407	-381
.FMI-Allocations de DTS	42 254	41 818	41 571	40 949	41 442	41 303	41 678	42 392	42 238	42 238	42 108	42 195	42 751	497
.Divers-passifs	33 789	33 636	33 265	39 373	39 122	39 377	40 892	38 559	38 447	38 447	37 948	38 357	37 793	4 004
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	161 359	168 846	195 544	179 320	174 944	174 017	171 131	163 231	175 889	175 889	203 870	196 810	193 213	31 855
.Autres créances sur l'extérieur	31 214	30 824	29 889	28 002	28 151	27 670	27 932	28 525	28 655	28 655	27 873	27 769	28 457	-2 757
.Créances sur l'Etat (net)	85 770	84 244	67 588	84 078	88 304	91 713	89 718	97 549	91 856	91 856	72 821	81 481	93 096	7 326
.Divers-Actifs	7 921	8 056	6 948	8 441	8 392	8 496	7 257	7 025	7 194	7 194	7 142	7 042	6 905	-1 016
II. Réserves obligatoires (1)	**3 033**	**2 613**	**2 485**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**-3 033**
II. Concours du marché monétaire	**52**	**52**	**106**	**52**	**52**	**52**	**52**	**52**	**0**	**0**	**113**	**185**	**185**	**133**
.Appels d'offres positifs ou OPIL(2)	52	52	106	52	52	52	52	52	0	0	113	185	185	133

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entrainé la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

(2) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVf : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au Congo

(En millions de F CFA)

	2017			2018										Variation (1)
	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	septembre	octobre	octobre 18 - octobre 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	**31 245**	**31 609**	**91 651**	**90 901**	**91 401**	**90 472**	**90 472**	**89 722**	**85 698**	**101 848**	**101 848**	**98 169**	**89 749**	**58 504**
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	480 372	464 055	452 188	507 568	469 840	452 984	452 822	455 407	451 472	451 562	451 562	455 599	448 419	-31 953
. Réserves flottantes :	185 737	129 138	179 430	220 008	228 790	201 119	194 339	188 401	219 638	234 238	234 238	236 206	259 409	73 672
-Comptes courants des Ets de crédit	185 682	129 083	179 374	219 953	228 735	201 063	194 284	188 346	219 582	234 182	234 182	236 151	259 354	73 672
-dépôts et placements Marché Monétaire	55	55,421628	55,421628	55,421628	55,421628	55,421628	55,421628	55,421628	55,421628	55,421628	55,421628	55,421628	55,421628	0
.Engagements extérieurs	14 581	14 642	14 616	13 902	14 660	14 613	14 639	13 864	13 928	13 905	13 905	13 910	13 845	-735
.FMI-Allocations de DTS	62 575	63 092	62 442	62 072	61 144	61 880	61 672	62 233	63 297	63 068	63 068	63 004	63 834	1 258
.Divers-passifs	5 511	8 154	8 940	9 765	-2 177	-2 605	611	-412	-594	1 635	1 635	3 308	3 047	-2 464
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	144 920	79 396	58 438	152 816	115 343	101 272	83 673	70 951	68 303	79 048	79 048	129 419	140 656	-4 265
.Autres créances sur l'extérieur	77 403	78 001	77 489	76 774	75 720	76 315	76 339	77 355	78 781	77 891	77 891	77 455	78 797	1 394
.Créances sur l'Etat (net)	483 196	476 730	475 814	481 295	477 587	447 860	461 517	470 184	476 186	490 839	490 839	455 403	468 620	-14 576
.Divers-Actifs	12 011	13 345	14 223	11 530	12 205	12 071	12 082	11 281	38 772	14 782	14 782	11 582	10 732	-1 279
II. Réserves obligatoires [1]	**65 180**	**64 066**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
III. Concours du marché monétaire	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**46 900**	**46 900**	**44 400**	**44 980**	**14 980**
.Appels d'offres positifs ou OPIL(2)	24 150	24 150	24 150	24 150	23 650	23 650	23 650	23 650	24 000	46 900	46 900	44 400	44 980	20 830
.Facilité de prêt marginal et autres interventions	5850	5 850	5 850	5 850	6 350	6 350	6 350	6 350	6 000	0	0	0	0	-5 850

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entrainé la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

(2) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVg : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au Gabon

(En millions de F CFA)

	2017			2018										Variation [1]
	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	septembre	octobre	octobre 18 - octobre 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	**-17 098**	**-37 713**	**-42 308**	**48 000**	**46 000**	**42 000**	**39 500**	**37 500**	**35 000**	**19 000**	**19 000**	**27 500**	**27 500**	**44 598**
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	404 473	394 798	386 899	418 592	389 210	389 975	392 252	400 124	416 220	421 114	421 114	456 065	460 593	56 120
. Réserves flottantes :	119 635	152 354	207 893	232 362	270 346	358 143	355 421	334 114	343 216	320 203	320 203	329 371	376 960	257 326
-Comptes courants des Ets de crédit	119 635	152 354	207 893	232 362	270 346	358 143	355 421	334 114	343 216	320 203	320 203	329 371	376 960	257 326
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	26 801	26 804	26 821	25 443	26 810	26 812	26 773	25 350	25 349	25 312	25 312	25 288	25 267	-1 534
.FMI-Allocations de DTS	115 033	115 211	114 965	114 284	112 576	113 930	113 549	114 580	116 541	116 118	116 118	116 000	117 528	2 495
.Divers-passifs	2 864	2 838	7 857	5 341	4 180	-2 313	-2 163	-1 426	-3 297	-1 765	-1 765	-893	-1 860	-4 724
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	342 896	329 020	305 270	423 387	416 628	412 435	347 912	368 321	376 202	339 798	339 798	397 328	408 173	65 276
.Autres créances sur l'extérieur	139 076	139 133	139 283	138 572	136 716	137 870	137 632	138 893	141 436	140 558	140 558	139 953	142 168	3 092
.Créances sur l'Etat (net)	190 661	248 329	329 102	174 234	190 401	281 103	347 618	316 538	334 497	368 599	368 599	350 587	390 139	199 477
.Divers-Actifs	13 271	13 237	13 088	11 830	13 378	13 139	13 170	11 490	10 894	13 028	13 028	10 463	10 508	-2 762
II. Réserves obligatoires [1]	**90 974**	**90 304**	**92 308**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
II. Concours du marché monétaire	**73 876**	**52 591**	**50 000**	**48 000**	**46 000**	**42 000**	**39 500**	**37 500**	**35 000**	**19 000**	**19 000**	**27 500**	**27 500**	**-46 376**
.Appels d'offres positifs ou OPIL(2)	73 876	52 591	50 000	48 000	46 000	42 000	39 500	37 500	35 000	19 000	19 000	27 500	27 500	-46 376

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entrainé la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

(2) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVh : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire en Guinée Équatoriale

(En millions de F CFA)

	2017			2018										Variation (1)
	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	septembre	octobre	octobre 18 - octobre 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	**9 331**	**18 375**	**55 679**	**90 000**	**112 650**	**97 650**	**127 650**	**127 650**	**138 650**	**147 432**	**147 432**	**129 000**	**132 500**	**123 169**
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	181 095	185 547	184 522	202 749	185 605	177 537	177 655	174 788	177 198	174 485	174 485	170 822	175 707	-5 387
. Réserves flottantes :	278 254	266 981	278 271	313 450	286 615	294 811	277 058	231 210	243 408	273 758	273 758	268 490	215 112	-63 142
-Comptes courants des Ets de crédit	278 254	266 981	278 271	313 450	286 615	294 811	277 058	231 210	243 408	273 758	273 758	268 490	215 112	-63 142
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	26 083	26 083	26 083	24 692	26 083	26 083	26 083	24 756	24 756	24 756	24 756	24 756	24 756	-1 327
.FMI-Allocations de DTS	24 571	24 774	24 518	24 373	24 009	24 298	24 216	24 436	24 854	24 764	24 764	24 739	25 065	494
.Divers-passifs	17 344	18 724	20 110	21 494	23 853	6 496	20 844	9 325	12 369	12 062	12 062	15 484	15 790	-1 554
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	74 573	-12 570	3 338	-51 124	-53 567	-52 898	-123 237	-134 541	-105 287	-25 350	-25 350	-70 980	-123 565	-198 138
.Autres créances sur l'extérieur	46 344	46 726	46 243	45 969	45 282	45 824	45 670	46 085	46 870	46 700	46 700	46 649	47 263	919
.Créances sur l'Etat (net)	389 315	462 123	420 534	495 480	433 712	430 875	464 997	419 124	396 507	332 264	332 264	394 152	394 857	5 542
.Divers-Actifs	7 783	7 454	7 710	6 433	8 088	7 774	10 775	6 198	5 845	8 780	8 780	5 470	5 374	-2 409
II. Réserves obligatoires [1]	**70 669**	**71 625**	**71 321**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
III. Concours du marché monétaire	**80 000**	**90 000**	**127 000**	**90 000**	**112 650**	**97 650**	**127 650**	**127 650**	**138 650**	**147 432**	**147 432**	**129 000**	**132 500**	**52 500**
.Appels d'offres positifs ou OPIL(2)	80 000	90 000	127 000	90 000	112 650	97 650	127 650	127 650	138 650	147 432	147 432	129 000	132 500	52 500

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entrainé la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

(2) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVi : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire au Tchad

(En millions de F CFA)

	2017			2018										Variation (1)
	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	septembre	octobre	octobre 18 - octobre 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	**174 498**	**176 707**	**187 929**	**199 021**	**180 600**	**199 913**	**199 913**	**192 413**	**198 358**	**181 560**	**181 560**	**160 016**	**164 143**	**-10 355**
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	407 472	415 515	416 521	428 731	413 987	400 117	418 833	420 872	425 347	414 905	414 905	424 095	429 417	21 945
. Réserves flottantes :	29 349	63 665	62 751	72 671	57 164	88 611	55 648	48 881	58 572	35 539	35 539	68 341	70 843	41 494
-Comptes courants des Ets de crédit	29 349	63 665	62 751	72 671	57 164	88 611	55 648	48 881	58 572	35 539	35 539	68 341	70 843	41 494
-dépôts et placements Marché Monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
.Engagements extérieurs	25 712	25 752	25 717	24 339	25 725	25 735	25 708	24 426	24 394	24 426	24 426	24 439	24 361	-1 351
.FMI-Allocations de DTS	42 106	42 453	42 016	41 767	41 143	41 638	41 498	41 875	42 591	42 437	42 437	42 394	42 952	847
.Divers-passifs	23 862	25 588	27 116	34 827	38 528	38 140	45 998	42 701	42 568	44 562	44 562	50 189	50 173	26 311
b/ Postes d'Actif														
.Disponibilités extérieures brutes	-136 858	-111 451	-134 801	-127 681	-101 350	-95 765	-103 034	-64 130	-42 083	-44 266	-44 266	-33 493	-37 702	99 156
.Autres créances sur l'extérieur	33 400	33 635	33 282	33 112	33 066	33 276	33 151	33 462	34 071	33 629	33 629	33 128	33 886	486
.Créances sur l'Etat (net)	446 348	463 383	476 745	486 139	451 024	443 936	444 581	405 412	391 777	379 629	379 629	438 767	446 075	-273
.Divers-Actifs	11 113	10 699	10 966	11 745	13 206	12 882	13 074	11 597	11 348	11 318	11 318	11 040	11 345	231
II. Réserves obligatoires [1]	**10 793**	**11 084**	**11 217**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**-10 793**
III. Concours du marché monétaire	**185 291**	**187 791**	**199 146**	**199 021**	**180 600**	**199 913**	**199 913**	**192 413**	**198 358**	**181 560**	**181 560**	**160 016**	**164 143**	0 **-21 148**
.Appels d'offres positifs ou OPIL(2)	28 365	30 865	32 844	32 719	11 705	37 658	39 158	39 158	50 603	0	0	0	0	-28 365
.Facilité de prêt marginal et autres interventions	156 926	156 926	166 302	166 302	168 895	162 255	160 755	153 255	147 755	181 560	181 560	160 016	164 143	7 217

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entrainé la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

(2) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVj : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire dans la CEMAC

(En millions de F CFA)

	2017			2018										Variation (1)
	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	septembre	octobre	octobre 18 - octobre 17
I. Facteurs autonomes (a-b)	**105 048**	**114 719**	**363 669**	**508 895**	**511 852**	**495 572**	**476 474**	**486 274**	**487 734**	**502 777**	**478 562**	**438 775**	**456 854**	**351 806**
a/ Postes du Passif														
. Billets et pièces en circulation	2 653 716	2 666 979	2 745 138	2 799 201	2 691 005	2 672 503	2 696 938	2 684 936	2 715 822	2 716 165	2 739 047	2 810 633	2 839 924	186 209
. Réserves flottantes :	1 176 228	1 243 548	1 502 926	1 712 058	1 767 486	1 834 376	1 681 277	1 676 363	1 671 290	1 670 211	1 688 204	1 690 003	1 613 009	436 781
-Comptes courants des Ets de crédit	1 176 172	1 243 493	1 502 871	1 712 002	1 767 431	1 834 321	1 681 221	1 676 308	1 671 235	1 670 156	1 688 149	1 689 948	1 612 954	436 781
-dépôts et placements Marché Monétaire	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	55	0
.Engagements extérieurs	168 997	168 911	164 646	163 934	168 560	168 832	165 195	160 218	160 099	160 052	160 303	159 863	160 918	-8 079
.FMI-Allocations de DTS	426 886	426 249	423 590	419 460	417 964	420 238	421 050	426 320	429 816	427 819	428 357	428 482	434 127	7 241
.Divers-passifs	-25 664	-18 817	-10 367	-1 348	-7 924	-31 280	-4 661	-22 130	-20 330	-15 381	-15 563	9 205	22 829	48 493
b/ Postes d'actif														
.Disponibilités extérieures brutes	2 107 912	1 977 466	2 163 553	2 421 699	2 348 196	2 358 179	2 094 243	2 129 361	2 153 525	2 180 841	2 245 661	2 308 033	2 266 854	158 942
.Autres créances sur l'extérieur	412 080	412 094	409 536	405 211	402 180	403 884	404 669	409 768	414 095	410 895	410 038	408 078	415 658	3 578
.Créances sur l'Etat (net)	1 703 660	1 910 102	1 818 966	1 686 937	1 699 235	1 729 410	1 910 802	1 836 164	1 807 897	1 792 611	1 794 638	1 881 538	1 870 733	167 073
.Divers-Actifs	71 462	72 489	70 209	70 564	75 629	77 624	73 611	64 141	93 446	71 742	71 449	61 762	60 708	-10 754
II. Réserves obligatoires [1]	**442 082**	**440 837**	**177 331**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
III. Concours du marché monétaire	**480 083**	**489 279**	**478 821**	**447 431**	**449 960**	**434 628**	**415 549**	**426 119**	**431 623**	**447 416**	**423 240**	**384 651**	**411 749**	**-68 334**
.Appels d'offres positifs ou OPIL(2)	317 307	326 503	306 669	275 279	274 715	266 023	248 444	266 486	274 497	265 856	241 207	224 635	247 606	-69 701
.Facilité de prêt marginal et autre interventions	162 776	162 776	172 152	172 152	175 245	168 605	167 105	159 633	157 126	181 560	182 033	160 016	164 143	1 367

(1) Le passage à la constitution en moyenne des réserves obligatoires a entrainé la suppression du cantonnement desdites réserves dans les comptes auprès de la Banque Centrale. Ces réserves sont désormais incluses dans les comptes courants des établissements de crédit. Les niveaux à constituer par pays sont disponibles dans le tableau XIIIc.

(2) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVk : Évolution des avoirs officiels bruts en devises, du taux de couverture de la monnaie dans les pays de la Zone d'émission et de leur position en compte d'opérations auprès du Trésor français

		2016	2017			2018									
		Octobre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre
Avoirs officiels bruts en devises [a] **(En millions de FCFA)**	**Cameroun**	1 574 070	1 605 666	1 608 000	2 545 874	1 927 763	1 879 442	1 902 047	1 801 742	2 605 838	1 764 782	1 739 184	1 775 948	1 772 074	1 771 167
	Centrafrique	150 509	192 572	199 671	262 137	207 322	203 096	201 688	199 063	237 678	204 544	221 417	231 742	224 579	221 670
	Congo	509 896	157 396	135 927	1 279 299	191 063	177 588	160 012	148 306	1 206 844	156 939	155 152	226 009	206 873	219 453
	Gabon	669 153	480 878	444 553	1 229 863	553 344	550 305	485 544	507 214	1 204 225	480 356	523 351	570 835	537 281	550 341
	Guinée Equatoriale	184 307	34 157	49 581	634 003	-8 285	-7 074	-77 566	-88 457	580 996	21 350	19 537	15 820	-24 331	-76 302
	Tchad	- 151 450	-77 817	-101 518	118 483	-68 284	-62 490	-69 884	-30 668	195 768	-10 637	-22 968	1 971	-366	-3 816
	Sces Centraux	549 775	641 990	637 064	638 156	658 139	657 713	655 698	687 753	700 488	613 670	602 041	632 564	629 503	594 167
	CEMAC	**3 486 261**	**3 034 842**	**2 973 277**	**6 707 815**	**3 461 063**	**3 398 580**	**3 257 539**	**3 224 953**	**6 731 836**	**3 231 005**	**3 237 714**	**3 454 889**	**3 345 613**	**3 276 680**
Taux de couverture de l'émission monétaire (en %) [b]	**Cameroun**	77,96	75,41	69,79	70,97	71,72	71,23	71,84	72,22	71,78	71,46	70,56	71,71	72,18	72,08
	Centrafrique	75,88	80,84	81,27	83,24	82,69	82,38	82,33	83,11	81,89	82,75	83,75	84,29	84,02	83,75
	Congo	45,56	20,50	18,30	27,57	23,64	22,39	20,71	19,52	18,83	20,09	19,71	26,73	25,14	26,58
	Gabon	63,85	54,85	53,06	58,84	58,31	58,12	55,19	56,61	57,31	56,45	58,55	60,14	58,84	59,46
	Guinée Equatoriale	21,88	7,03	6,63	7,12	6,53	6,41	6,22	6,16	6,17	6,03	7,93	7,82	7,73	7,63
	Tchad	5,5	5,43	5,18	5,17	5,32	5,10	5,28	5,33	5,34	7,87	7,59	7,45	7,31	7,02
	CEMAC	**61,25**	**57,41**	**54,65**	**57,51**	**58,01**	**57,46**	**56,40**	**57,23**	**57,19**	**56,15**	**55,98**	**58,35**	**58,04**	**57,07**
Position des États en Compte d'Opérations (En millions de FCFA)	**Cameroun**	529 366	1 369 767	1 368 085	1 579 571	1 734 665	1 681 637	1 694 946	1 641 753	1 639 869	1 625 120	1 604 488	1 622 245	1 611 723	1 629 288
	Centrafrique	34 272	144 335	151 223	177 888	168 647	163 993	161 331	162 819	154 544	169 145	186 001	194 786	187 377	186 564
	Congo	150 891	71 295	52 317	138 338	107 627	94 088	76 941	66 878	64 064	75 176	74 126	141 284	122 567	135 089
	Gabon	163 805	304 433	272 076	383 667	389 954	384 697	321 746	350 407	356 615	325 318	368 465	410 136	376 125	391 518
	Guinée Equatoriale	40 593	-14 326	1 191	-50 809	-52 713	-50 631	-115 807	-129 155	-100 373	-24 559	-41 294	-43 082	-79 509	-130 290
	Tchad	- 67 924	-103 090	-123 029	-118 421	-97 436	-91 188	-98 304	-63 375	-41 791	-61 449	-71 049	-44 638	-44 902	-47 174
	Sces Centraux	459 934	547 789	554 868	441 609	555 592	575 737	576 406	630 094	612 426	521 932	517 098	557 334	559 594	506 104
	CEMAC	**1 310 938**	**2 320 204**	**2 276 731**	**2 551 843**	**2 806 336**	**2 758 332**	**2 617 258**	**2 659 421**	**2 685 353**	**2 630 682**	**2 637 835**	**2 838 065**	**2 732 975**	**2 671 099**

(a) Les avoirs officiels bruts en devises comprennent le solde créditeur en Compte d'Opérations, les avoirs en devises, l'encaisse-or et les avoirs en DTS (Situation Comptable mensuelle de la BEAC).

(b) Rapport entre les avoirs officiels bruts en devises (y compris la souscription de la quote-part au FMI en devises) et le total des engagements à vue de la Banque Centrale (circulation fiduciaire, solde débiteur en Compte d'Opérations, comptes-courants et dépôts spéciaux des institutions financières et des Trésors Publics). Le minimum statutaire est de 20 %.

Tableau IVl : Situation comptable de la BEAC au 31 octobre 2018 (actif)

Postes ou lignes	Zone	Services Centraux	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad
DISPONIBILITES EXTERIEURES	2 772 346 152 434	505 491 772 415	1 686 079 679 593	193 213 463 450	140 655 722 733	408 172 506 716	-123 565 001 473	-37 701 991 000
Avoirs Extérieurs à vue	2 699 557 966 516	505 491 772 415	1 631 302 229 995	186 941 082 021	136 113 951 623	395 009 478 286	-119 184 573 265	-36 115 974 559
Billets Etrangers	30 749 767 903	1 678 751 393	2 014 279 958	376 801 380	1 024 549 053	3 491 367 004	11 105 882 892	11 058 136 223
Correspondants Hors Zone d'Emission	-2 291 093 595	-2 291 093 595	0	0	0	0	0	0
Trésor Français	2 671 099 292 208	506 104 114 617	1 629 287 950 037	186 564 280 641	135 089 402 570	391 518 111 282	-130 290 456 157	-47 174 110 782
Compte d'Opérations	2 671 099 292 208	506 104 114 617	1 629 287 950 037	186 564 280 641	135 089 402 570	391 518 111 282	-130 290 456 157	-47 174 110 782
Compte Spécial de Nivellement	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres avoirs extérieurs (SDM)	72 788 185 918	0	54 777 449 598	6 272 381 429	4 541 771 110	13 163 028 430	-4 380 428 208	-1 586 016 441
Comptes Courants Chez Correspondants Etrangers	72 788 185 918	0	54 777 449 598	6 272 381 429	4 541 771 110	13 163 028 430	-4 380 428 208	-1 586 016 441
Opérations sur le Marché Financier	0	0	0	0	0	0	0	0
ENCAISSE-OR	142 294 296 534	88 602 895 480	21 114 458 798	7 842 693 742	7 842 815 688	9 048 932 226	0	7 842 500 600
FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL	362 039 581 673	72 582 120	63 972 902 868	20 614 078 121	70 954 401 596	133 119 070 071	47 263 124 375	26 043 422 522
Quotes-Parts en Devises	197 646 363 835	0	51 784 368 013	20 166 832 564	30 290 251 118	39 148 549 151	30 339 716 061	25 916 646 928
Avoirs en D.T.S.	164 393 217 838	72 582 120	12 188 534 855	447 245 557	40 664 150 478	93 970 520 920	16 923 408 314	126 775 594
CREANCES SUR LES BANQUES	456 853 621 688	0	42 441 000 000	520 961 456	89 748 949 694	27 500 000 000	132 500 000 000	164 142 710 538
Concours du Marché Monetaire : Guichet A	411 748 710 538	0	42 441 000 000	185 000 000	44 980 000 000	27 500 000 000	132 500 000 000	164 142 710 538
Appels d'Offres	0	0	0	0	0	0	0	0
Pensions et Autres	411 748 710 538	0	42 441 000 000	185 000 000	44 980 000 000	27 500 000 000	132 500 000 000	164 142 710 538
Avances à Moyen Terme Irrévocables : Guichet B	45 104 911 150	0	0	335 961 456	44 768 949 694	0	0	0
Créances Impayées	0	0	0	0	0	0	0	0
CREANCES SUR LES TRESORS NATIONAUX	2 772 949 720 849	0	577 350 158 427	81 157 400 301	572 452 158 427	452 952 158 427	609 155 244 403	479 882 600 864
Avances en Comptes Courants (Art. 18)	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances Exceptionnelles	2 933 999 501	0	452 158 427	673 207 366	452 158 427	452 158 427	452 158 427	452 158 427
Crédits à l'Economie Consolidés sur l'Etat	2 770 015 721 348	0	576 898 000 000	80 484 192 935	572 000 000 000	452 500 000 000	608 703 085 976	479 430 442 437
CONTREPARTIE DES ALLOCATIONS DE DTS VERSEES AUX ETATS	178 497 073 951		110 271 977 129	34 971 296 377	0	0	0	33 253 800 445
VALEURS IMMOBILISEES	442 869 726 934	402 004 609 603	9 606 079 522	4 131 181 538	8 029 480 263	5 034 705 631	5 311 525 854	8 752 144 523
Immobilisations Financières	209 588 916 586	181 116 485 160	7 740 567 897	3 154 440 688	6 704 576 769	2 682 982 086	3 285 682 772	4 904 181 214
Créances sur le Personnel	46 312 253 590	17 909 128 042	7 709 168 310	3 149 984 513	6 694 522 423	2 682 769 886	3 285 682 772	4 880 997 644
Créances sur les Autres Banques Centrales	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres de Participations	42 730 338 280	42 730 338 280	0	0	0	0	0	0
Autres Immobilisations Financières	120 546 324 716	120 477 018 838	31 399 587	4 456 175	10 054 346	212 200	0	23 183 570
Immobilisations Incorporelles	11 476 912 916	11 476 906 916	6 000	0	0	0	0	0
Immobilisations Corporelles	220 447 308 798	208 054 628 893	1 865 505 625	976 740 850	1 324 903 494	2 351 723 545	2 025 843 082	3 847 963 309
Autres immobilisations	1 356 588 634	1 356 588 634						
AUTRES ACTIFS	36 989 080 965	36 989 080 965						
DEBITEURS DIVERS	22 628 446 096	2 785 419 534	6 237 658 133	2 773 788 394	2 702 607 284	5 473 742 575	62 732 654	2 592 497 522
Avances Diverses au Personnel	3 125 252 656	2 353 574 407	175 290 195	62 559 473	125 747 193	149 621 666	66 569 128	191 890 594
Autres Débiteurs Divers	355 122 648	-601 737 309	0	0	4 263 870	956 432 561	-3 836 474	0
Comptes de Régularisations - Actif	19 148 070 792	1 033 582 436	6 062 367 938	2 711 228 921	2 572 596 221	4 367 688 348	0	2 400 606 928
TOTAL DE L'ACTIF	**7 187 467 701 124**	**1 035 946 360 117**	**2 517 073 914 470**	**345 224 863 379**	**892 386 135 685**	**1 041 301 115 646**	**670 727 625 813**	**684 807 686 014**
TOTAL ACTIF ANNEE PRECEDENTE	**6 740 740 377 934**	**1 067 099 441 893**	**2 160 693 323 659**	**314 247 303 601**	**838 856 333 556**	**996 384 385 376**	**739 145 271 504**	**624 314 318 345**

Tableau IVm : Situation comptable de la BEAC au 31 octobre 2018 (passif)

Postes ou lignes	Zone	Services Centraux	Cameroun	Centrafrique	Congo	Gabon	Guinée Equatoriale	Tchad
BILLETS ET PIECES EN CIRCULATION	**2 839 924 247 213**		**1 142 339 700 020**	**183 449 000 481**	**448 419 157 416**	**460 592 559 419**	**175 707 294 960**	**429 416 534 917**
TRESORS ET COMPTABLES PUBLICS NATIONAUX	**1 081 386 856 567**	**673 265 405**	**609 676 326 028**	**23 032 502 042**	**103 831 835 451**	**62 813 480 591**	**214 297 876 396**	**67 061 570 654**
Comptes courants	333 822 514 923	0	91 272 014 277	18 458 147 923	52 410 522 253	52 486 133 707	59 038 837 232	60 156 859 531
Fonds de Stabilisation des Recettes Budgétaires	8 499 322 296	0	0	0	6 020 834 785	694 055 139	1 784 432 372	0
Fonds de Réserves Pour Générations Futures	55 490 804 081	0	0	0	1 098 303 842	8 096 638 899	46 295 861 340	0
Dépôts spéciaux	683 574 215 267	673 265 405	518 404 311 751	4 574 354 119	44 302 174 571	1 536 652 846	107 178 745 452	6 904 711 123
BANQUES ET INSTITUTIONS FINANCIERES	**1 630 775 540 930**	**0**	**585 236 379 227**	**54 987 809 159**	**260 010 979 791**	**398 556 753 376**	**237 491 826 592**	**94 491 792 785**
Banques et Institutions Etrangères	160 918 449 691	0	51 282 395 116	21 406 808 228	13 845 177 845	25 267 030 928	24 755 968 287	24 361 069 287
Banques et Institutions Financières de la Zone	**1 469 857 091 239**	**0**	**533 953 984 111**	**33 581 000 931**	**246 165 801 946**	**373 289 722 448**	**212 735 858 305**	**70 130 723 498**
Comptes courants	1 469 801 669 611	0	533 953 984 111	33 581 000 931	246 110 380 318	373 289 722 448	212 735 858 305	70 130 723 498
Dépôts et placements sur marché monétaire	55 421 628	0	0	0	55 421 628	0	0	0
Comptes de Réserves Obligatoires	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres Comptes des Etablissements de Crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
AUTRES COMPTES COURANTS	**190 727 676 133**	**47 575 793 595**	**119 937 535 790**	**3 211 950 098**	**13 243 615 797**	**3 670 539 009**	**2 376 255 949**	**711 985 895**
FMI : ALLOCATION DES D.T.S.	**434 127 103 029**	**0**	**141 997 621 567**	**42 750 684 953**	**63 833 695 951**	**117 527 935 760**	**25 064 851 180**	**42 952 313 618**
EMPRUNTS ET DETTES A LONG ET MOYEN TERME	**16 045 796 105**	**16 045 796 105**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
AUTRES PASSIFS	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
PROVISIONS	**45 816 939 562**	**45 816 939 562**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
REPORT A NOUVEAU	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
RESERVES	**767 469 282 380**	**855 036 835 541**	**-112 468 246 972**	**23 897 716 245**	**-2 307 550 546**	**-4 150 364 654**	**-1 911 356 753**	**9 372 249 519**
CAPITAL ET PRIME D'AUGMENTATION	**91 507 313 350**	**91 507 313 350**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
CREDITEURS DIVERS	**80 670 111 544**	**30 463 364 012**	**156 685 328**	**15 682 551 693**	**10 972 491**	**570 998 474**	**8 449 235 411**	**25 336 304 135**
TRANSFERTS NON DENOUES	**5 904 253 772**	**488 360 157**	**5 347 073 230**	**68 820 385**	**0**	**0**	**0**	**0**
COMPTES DE REGULARISATIONS - PASSIF	**24 716 668 019**	**1 702 280 130**	**22 472 510 463**	**39 820 937**	**0**	**43 716 554**	**447 905 819**	**10 434 116**
COMPTE DE RESULTAT	**-21 604 087 480**	**-53 363 587 740**	**2 378 329 789**	**-1 895 992 614**	**5 343 429 334**	**1 675 497 117**	**8 803 736 259**	**15 454 500 375**
TOTAL DU PASSIF	**7 187 467 701 124**	**1 035 946 360 117**	**2 517 073 914 470**	**345 224 863 379**	**892 386 135 685**	**1 041 301 115 646**	**670 727 625 813**	**684 807 686 014**
TOTAL PASSIF ANNEE PRECEDENTE	**6 740 740 377 934**	**1 067 099 441 893**	**2 160 693 323 659**	**314 247 303 601**	**838 856 333 556**	**996 384 385 376**	**739 145 271 504**	**624 314 318 345**
Taux de couverture extérieure	**57,07%**		**72,08%**	**83,75%**	**26,58%**	**59,46%**	**7,63%**	**7,02%**
Taux de couverture extérieure du mois antérieur	**58,04%**		**72,18%**	**84,02%**	**25,14%**	**58,84%**	**7,73%**	**7,31%**

Tableau IVn : Situation des crédits consolidés sur les États au 31 octobre 2018

(Situation de fin de période - en millions de F.CFA)

Etats	Encours et impayés sur anciens crédits consolidés	Encours et impayés sur avances exceptionnelles (2)	Total
Cameroun	576 898	452	577 350
Centrafrique	80 484	673	81 157
Congo	572 000	452	572 452
Gabon	452 500	452	452 952
Guinée Equatoriale	608 703	452	609 155
Tchad	479 430	452	479 882
Total	**2 770 016**	**2 933**	**2 772 949**

(1) Les crédits consolidés représentent l'ensemble des engagements des états vis-à-vis de la BEAC à l'exception des avances pour la contribution au budget du Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale (GABAC) qui ont été consolidées au 31 décembre 2017. Suivant les résolutions n°1 du Comité Ministériel du 04 août 2017 et du Conseil d'Administration du 05 août 2017, les avances statutaires sont désormais proscrites
(2) Composés uniquement des avances exceptionnelles au GABAC

Tableau Vo : Situation monétaire résumée de la CEMAC (période sous revue)

Données consolidées de la BEAC, des banques créatrices de monnaie (BCM) et des Autres Institutions Bancaires Eligibles au refinancement de la BEAC (AIBE)

(Montants en millions de Francs CFA)

Rubriques	Cameroun		Centrafrique		Congo		Gabon		Guinée Equatoriale		Tchad		Sces Centraux		CEMAC	
	octobre		octobre		octobre		octobre		octobre		octobre		octobre		octobre	
	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018
I- Contreparties des ressources du système monétaire																
1- Avoirs extérieurs nets	**1 788 348**	**1 840 968**	**91 985**	**71 269**	**120 625**	**179 612**	**413 335**	**426 465**	**91 149**	**-14 971**	**-298 659**	**-304 939**	**624 950**	**578 598**	**1 920 956**	**1 986 411**
BEAC	1 166 591	1 233 984	58 796	53 576	113 730	157 130	278 233	232 477	-16 708	-129 411	-245 764	-226 812	624 950	578 598	1 914 153	1 854 774
Banques (BCM et AIBE)	621 757	606 984	33 189	17 693	6 895	22 482	135 102	193 988	107 857	114 440	-52 895	-78 127	0	0	6 803	131 637
2- Crédit Intérieur (a+b)	**3 163 151**	**3 522 956**	**268 162**	**314 057**	**1 799 312**	**1 698 142**	**1 625 323**	**2 017 635**	**1 403 643**	**1 450 440**	**1 117 598**	**1 214 790**	**119 327**	**119 327**	**10 306 735**	**11 084 950**
a- Créances nettes sur l'Etat	150 710	233 002	136 361	167 165	551 512	569 990	534 117	886 744	240 232	258 651	483 959	600 165	-673	-673	2 520 751	3 162 939
dont Position Nette du Gouvernement	*197 410*	*308 670*	*143 214*	*175 396*	*551 113*	*566 510*	*631 521*	*928 393*	*365 119*	*297 130*	*513 855*	*621 190*	*-673*	*-673*	*2 826 824*	*3 346 067*
b- Créances sur l'économie	3 012 441	3 289 954	131 801	146 892	1 247 800	1 128 152	1 091 206	1 130 891	1 163 411	1 191 789	633 639	614 625	120 000	120 000	7 785 984	7 922 011
Court terme	1 797 948	1 989 100	69 135	93 532	632 269	579 674	649 881	561 816	993 524	1 030 464	487 597	430 315	0	0	4 743 046	4 806 509
Moyen terme	1 114 051	1 213 618	54 221	43 916	591 661	523 372	414 384	547 332	144 952	138 643	127 727	160 830	120 000	120 000	2 838 174	2 924 351
Long terme	100 442	87 236	8 445	9 444	23 870	25 106	26 941	21 743	24 935	22 682	18 315	23 480	0	0	204 764	191 151
TOTAL DES CONTREPARTIES	***4 951 499***	***5 363 924***	***360 147***	***385 326***	***1 919 937***	***1 877 754***	***2 038 658***	***2 444 100***	***1 494 792***	***1 435 469***	***818 939***	***909 851***	***744 277***	***697 925***	***12 227 691***	***13 071 361***
II- Ressources du système monétaire																
1- Masse monétaire (M2) = a + b + c	**4 202 907**	**4 590 073**	**295 184**	**331 995**	**1 680 515**	**1 625 198**	**1 878 141**	**2 230 678**	**1 161 529**	**1 056 956**	**874 644**	**859 427**	**0**	**0**	**10 139 384**	**10 737 767**
a- Monnaie fiduciaire	875 261	977 423	151 833	174 901	398 722	404 384	301 648	371 652	148 669	137 828	321 489	323 170	0	0	2 197 622	2 389 358
b- Monnaie scripturale	1 799 525	1 983 487	83 259	95 443	952 039	914 573	903 644	1 122 613	749 967	656 475	454 723	433 754	0	0	4 978 595	5 239 686
c- Quasi-monnaie	1 528 121	1 629 163	60 092	61 651	329 754	306 241	672 849	736 413	262 893	262 653	98 432	102 503	0	0	2 963 167	3 108 723
2- Autres postes nets	**748 592**	**773 851**	**64 963**	**53 331**	**239 422**	**252 556**	**160 517**	**213 422**	**333 263**	**378 513**	**-55 705**	**50 424**	**744 277**	**697 925**	**2 088 307**	**2 333 594**
TOTAL DES RESSOURCES	***4 951 499***	***5 363 924***	***360 147***	***385 326***	***1 919 937***	***1 877 754***	***2 038 658***	***2 444 100***	***1 494 792***	***1 435 469***	***818 939***	***909 851***	***744 277***	***697 925***	***12 227 691***	***13 071 361***

Annexes

Annexe 1 **: Lexique des termes monétaires et financiers**

Accord de classement : autorisation préalable délivrée par la Banque Centrale sur certains dossiers de crédit qui lui sont présentés par les établissements de crédit. Les dossiers ayant fait l'objet d'un accord de classement peuvent être mobilisés ultérieurement dans le cadre des opérations de refinancement du marché monétaire.

Adjudication à taux variables : La technique d'adjudication utilisée désormais par la BEAC est dite " **à taux variables** ", s'agissant notamment de l'opération principale d'injection de liquidité. Elle est caractérisée par la vente (ou achat) aux enchères des liquidités dont le montant est connu à l'avance. Contrairement aux appels d'offres à taux fixe[1] pratiqués antérieurement dans la limite des objectifs de refinancement nationaux, l'adjudication à taux multiples présente particulièrement l'avantage d'inciter les établissements de crédit à dynamiser la gestion de leur trésorerie. Étant donné que le volume proposé hebdomadairement tous les mardis est révisable d'une semaine à l'autre, elle est donc plus exigeante en matière de prévisions de liquidité. En rendant les établissements de crédit plus sensibles aux orientations de la politique monétaire de la Banque Centrale, cette approche devrait contribuer au développement du marché interbancaire et à réduire le niveau de liquidité bancaire actuellement globalement élevé.

Appel d'offres : procédure par laquelle la BEAC entre en contact avec les établissements de crédit admis au compartiment des interventions de la Banque Centrale sur le marché monétaire pour requérir leurs soumissions d'achat ou de vente de monnaie centrale. À l'annonce d'un appel d'offres, dont le communiqué est relayé dans chaque pays par la Direction Nationale de la BEAC, les établissements de crédit sont invités à présenter au maximum cinq (5) offres, assorties chacune d'un taux d'intérêt différent. Après réception de toutes les soumissions effectuées par les établissements intéressés, la BEAC en établit une liste unique sur laquelle elles sont classées par ordre décroissant des taux d'intérêt offerts. Les offres présentant les taux d'intérêt les plus élevés sont satisfaites en priorité et celles à taux d'intérêt plus faibles sont successivement acceptées jusqu'à épuisement du montant total de liquidité à adjuger.

Appel d'offres à taux fixe : procédure d'appel d'offres dans laquelle la BEAC annonce à l'avance le taux d'intérêt ou le prix et où les contreparties participantes soumissionnent le montant pour lequel elles souhaitent être servies à ce taux d'intérêt ou prix.

Appel d'offres à taux variable : procédure d'appels d'offres dans laquelle les soumissions concurrentes des contreparties participantes portent à la fois sur le montant qu'elles souhaitent obtenir et sur le taux d'intérêt ou le prix auquel elles veulent conclure des opérations avec la Banque Centrale, et dans laquelle les offres les plus compétitives sont servies en premier jusqu'à ce que soit atteint le montant total de l'offres.

Appel d'offres normal : procédure d'appel d'offres utilisée dans le cadre des opérations d'open market régulières et exécutée dans un délai de 48 heures entre l'annonce de l'appel d'offres et la notification du résultat de l'adjudication ;

[1] La technique est de satisfaire les offres retenues à un taux unique.

Appel d'offres rapide : procédure d'appel d'offres utilisée pour les opérations ponctuelles de réglage, lorsqu'une action rapide sur la situation de liquidité du marché est jugée souhaitable, exécutée dans un délai de 24 heures entre l'annonce de l'appel d'offres et la notification du résultat de l'adjudication ;

Avance intra-journalière : facilité de prêt subordonnée à l'apport préalable de collatéral, octroyée par la BEAC aux participants directs aux échanges sur le Système de Gros Montants Automatisés (SYGMA) dans la CEMAC, afin de leur permettre de faire face à un besoin ponctuel de trésorerie au cours de la journée d'échange.

Collatéral : ensemble des actifs financiers négociables et non négociables éligibles comme garantie des opérations du marché monétaire.

Compartiment des interventions de la BEAC : segment du marché monétaire utilisé par la Banque Centrale pour mettre en œuvre sa politique monétaire à travers des injections et des ponctions de liquidité.

Compartiment interbancaire : segment du marché monétaire réservé aux transactions relatives aux échanges de liquidité et de titres entre les établissements de crédit.

Décote : réduction, en pourcentage, de la valeur du marché d'un actif utilisé en tant que garantie d'opérations de refinancement de la BEAC.

Contreparties de la masse monétaire : créances à l'origine de la création monétaire au profit des secteurs non financiers. Il en existe trois catégories : les avoirs extérieurs nets, les créances nettes sur l'État et les crédits à l'économie.

Crédits à moyen terme irrévocables : crédits bancaires pour lesquels la Banque Centrale a marqué son accord de mobilisation et ne peut revenir sur les conditions (durée, taux…). Ces crédits sont mobilisables sur le Guichet B du marché monétaire de la BEAC. Ils sont destinés au financement d'investissements productifs de durée comprise entre 2 et 7 ans.

Droit de Tirage Spécial (DTS) : unité de compte et instrument de réserve international créé en 1969 par le Fonds Monétaire International (FMI). Le DTS est alloué aux États membres du FMI en complément des avoirs de réserve existants. Il est calculé chaque jour à partir de cinq monnaies (Dollar, Euro, Yen, Livre Sterling et Renminbi ou Yuan chinois) pondérées selon leur importance dans le commerce et les paiements internationaux.

Facteurs de la liquidité bancaire : phénomènes ou événements qui améliorent ou réduisent le volume de monnaie centrale dont disposent les banques. Ces facteurs peuvent être autonomes ou résulter de l'action spécifique de l'Institut d'Émission (ex : les réserves obligatoires). Les facteurs autonomes qui influent sur la liquidité des banques sont constitués généralement par les opérations de retrait de billets de la clientèle, des opérations avec l'État et des opérations avec l'étranger.

Faculté d'avances : montant maximum de refinancement que la BEAC peut accorder à un établissement de crédit sur la base des effets publics et privés déposés en garantie à ses guichets. La décision du CPM N°04/CPM/2013 du 31 aout 2013 précise les actifs financiers admissibles en garantie des opérations de refinancement de la BEAC. La décision

N°05/CPM/2013 du 31 aout 2013 fixe les décotes applicables à ces actifs financiers. La décision N°02/CPM/2018 du 21 mars 2018 fixe les décotes applicables sur les titres publics.

Facilité de prêt marginal : avance à 24 heures qui s'effectue sous forme de prise en pension ou de prêt garanti par les actifs éligibles, suivant la procédure bilatérale.

Facilité de dépôt : placement à 24 heures qui s'effectue sous forme de dépôt à blanc à la Banque Centrale, suivant la procédure bilatérale.

Fédéral Funds rate : c'est le taux du marché interbancaire aux États-Unis, c'est-à-dire le taux auquel les principales banques américaines négocient entre elles leurs réserves libres (excédents de réserves obligatoires auprès de la Reserve Federal). Les "Fonds Fédéraux" sont d'abord les fonds déposés par les banques américaines auprès de la Federal Reserve (Banque Centrale des États-Unis). Par extension, le vocable a été repris pour définir les fonds que les banques s'échangent entre elles quotidiennement sur le marché interbancaire.

Fixing : cotation officielle de certaines devises à une heure déterminée sur certaines places financières après compensation des offres et des demandes.

Liquidité banque centrale : quantité de monnaie émise par la Banque Centrale et qui est à la disposition du système bancaire. Cette monnaie se matérialise par les avoirs en compte du système bancaire auprès de l'Institut d'Émission.

Liquidité bancaire : Capacité pour une banque à faire face à ses obligations de trésorerie suivant leur échéance.

Marché financier : lieu de rencontre entre demandeurs et offreurs de capitaux à moyen et long terme, sous forme de valeurs mobilières. Il comprend un marché primaire, qui concerne l'émission de nouvelles actions et obligations, et un marché secondaire, portant sur les échanges de titres déjà émis.

Marché monétaire : lieu où les institutions et sociétés financières et non financières de la CEMAC échangent et placent des liquidités à court et moyen terme.

Mobilisable : caractère de ce qui peut être transformé en monnaie.

Nantissement : contrat par lequel une contrepartie affecte des actifs financiers, présents ou futurs, en garantie des concours reçus de la Banque Centrale sur le compartiment des interventions de celle-ci.

Objectifs implicites (de la politique monétaire) : objectif que s'assigne la Banque Centrale mais qui n'est pas déclaré ou rendu public.

Objectifs explicites (de la politique monétaire) : objectif de politique monétaire annoncé à l'avance au public.

Opération de cession temporaire : opération par laquelle la Banque Centrale achète ou vend des titres dans le cadre d'une pension ou accorde des prêts adossés à des garanties.

Opération d'open market : opération réalisée à l'initiative de la BEAC sur le marché monétaire, sous forme de cession temporaire, de retrait de liquidité à blanc, d'achat/vente ferme des titres ou d'émission de bons BEAC.

Opération ferme : instrument par lequel la Banque centrale achète ou vend des actifs négociables éligibles de façon ferme sur le marché, sans rétrocession de propriété.

Reprise de liquidité en blanc : instrument par lequel la BEAC invite des contreparties à placer des dépôts à terme sur des comptes ouverts dans ses livres, afin de retirer des liquidités du marché.

Pension-livrée : opération par laquelle une contrepartie cède à une autre de manière temporaire, en pleine propriété, des effets et titres de créances, contre des liquidités, les deux parties s'engageant respectivement et irrévocablement, le cédant à reprendre les effets et titres cédés, et le cessionnaire à les rétrocéder à un prix et à une date convenue.

Procédure bilatérale : procédure par laquelle la BEAC effectue des opérations directement avec une ou plusieurs contreparties sans mise en concurrence par appel d'offres.

Programmation monétaire : technique moderne de prévision qui permet à la BEAC d'arrêter les objectifs monétaires et de crédit ainsi que le montant du refinancement aux établissements de crédit à partir d'un cadre macro-économique intégré et cohérent.

Ratio Cooke (ou ratio de solvabilité) : rapport entre les fonds propres d'une banque et les risques encourus. Dans les États de la CEMAC, ce ratio doit être supérieur à 8 %.

Refinancement : opération par laquelle les institutions financières se procurent des liquidités, d'une durée souvent courte pour faire face à leurs différents engagements. Cette opération est en partie assurée par la Banque Centrale qui intervient en prenant en garantie des actifs financiers détenus par ces institutions financières contre remise de liquidités.
Swap (de trésorerie) ou "crédits croisés" : opération d'échange de trésorerie qui s'effectue de gré à gré entre deux parties. Au moins l'une des séries des flux financiers est calculée en fonction de l'évolution d'un indicateur financier (taux d'intérêt, taux de change, prix d'une action, …).

Taux de change nominal : prix dans une monnaie étrangère d'une unité de monnaie nationale.

Taux de change effectif : somme pondérée des taux de change avec les différents partenaires commerciaux et concurrents. La pondération correspond à l'importance de chaque partenaire en part dans les importations et les exportations des biens et services.

Taux directeur : principal taux d'intervention d'une Banque Centrale et dont la modification doit servir de signal aux opérateurs économiques sur les orientations de la politique monétaire.

Taux de base bancaire : c'est le taux d'intérêt qui sert de référence pour les crédits accordés par les banques à leur clientèle. Il est spécifique à chaque banque, même lorsque la concurrence fait en sorte que les principaux établissements de crédit s'alignent entre eux.

Taux de pénalité : taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale aux banques primaires en cas de manquement à la réglementation bancaire, aux règles de distribution du crédit et aux impayés résultant des opérations du marché monétaire ou dans l'hypothèse d'un défaut de papier éligible.

Taux d'Intérêt des Appels d'offres (TIAO) : taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations principales d'injection de liquidité organisées par la BEAC. Il est fixé en tenant compte de la conjoncture, tant interne qu'externe. Il constitue le principal taux directeur de la BEAC.

Taux d'Intérêt sur Placements Publics (TISPP) : taux de rémunération des dépôts publics par la BEAC. Il se subdivise comme ci-après :

- Taux d'intérêt Sur placements publics au titre des fonds de réserve pour les Générations Futures ($TISPP_0$) ;

- Taux d'intérêt sur placements publics au titre du mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires ($TISPP_1$) ;

- Taux d'intérêt sur placements publics au titre des dépôts spéciaux ($TISPP_2$).

Taux Interbancaire Moyen Pondéré (TIMP) : c'est le taux d'intérêt moyen (pondéré par le volume des transactions réalisées) pratiqué par les banques sur le marché interbancaire de la CEMAC. Il est calculé par la Banque Centrale selon les diverses échéances (au jour le jour, un mois, deux mois, …) et communiqué régulièrement aux différents participants du marché interbancaire.

Annexe 2 : **Chronologie des principaux évènements marquants, mesures récentes de politique monétaire de la BEAC**

11 janvier 2008 : le Comité de Politique Monétaire de la Banque des États de l'Afrique Centrale s'est réuni en séance inaugurale à Yaoundé, sous la présidence de Monsieur Philibert ANDZEMBE, Gouverneur de la BEAC, son Président statutaire.

20 mars 2008 : le Comité de Politique Monétaire, lors de sa première réunion ordinaire, approuve le schéma transitoire du mécanisme d'émission des titres publics émis par adjudication dans la CEMAC, ainsi que son chronogramme de mise en œuvre, avec comme objectif, le lancement des adjudications des valeurs du Trésor en 2009.

2 juillet 2008 : le Comité de Politique Monétaire décide de l'abandon de la règle de discrimination du taux d'intérêt servi sur les dépôts spéciaux suivant la position de l'État au compte d'avances statutaires. Il a également décidé du réaménagement de la composition des groupes assujettis à la constitution des réserves obligatoires, au regard des niveaux respectifs de liquidité des pays. Par ailleurs, le Comité de Politique Monétaire approuve le Projet de Règlement CEMAC sur les titres publics émis par adjudication et autorise le Gouverneur à le transmettre au Conseil d'Administration de la BEAC (pour avis conforme) et au Comité Ministériel de l'UMAC (pour adoption définitive).

Enfin, le Comité de Politique Monétaire examine les recommandations du séminaire sur le développement du secteur financier dans la CEMAC qui s'est tenu à Yaoundé les 3 et 4 juin 2008 avec le FMI et la Banque Mondiale et a décidé, s'agissant des conditions de banque, de la suppression du Taux Débiteur Maximum (TDM).

3 juillet 2008 : le Conseil d'Administration délivre son avis conforme pour l'adoption par le Comité Ministériel du Règlement CEMAC sur l'émission des titres publics suite à son approbation par le Comité de Politique Monétaire.

6 aout 2008 : le Comité Ministériel adopte définitivement le règlement CEMAC relatif à l'émission des titres publics émis par adjudication.

27 février 2009 : le Comité de Politique Monétaire approuve les cinq projets de textes réglementaires et conventionnels suivants portant réglementation, organisation et fonctionnement du mécanisme d'émission des titres publics émis par adjudication :

- la Convention relative à l'organisation des adjudications des Valeurs du Trésor ;
- la Convention relative à la participation des Spécialistes en Valeurs du Trésor aux adjudications des titres publics émis par adjudication ;
- le Cahier des charges des Spécialistes en Valeurs du Trésor ;
- le Règlement Général de la Cellule de Règlement et de Conservation des Titres (CRCT) ;
- la Convention-cadre de pension livrée.

29 juin 2009 : le Comité de Politique Monétaire examine les modalités pratiques de mise en œuvre du projet d'émission des titres publics émis par adjudication et a décidé de :

- geler les plafonds d'avances de la Banque Centrale aux Trésors nationaux dès le démarrage des émissions des titres publics prévu au cours du second semestre 2009 ;
- adopter le principe de la réduction des plafonds d'avances par cinquième chaque année ;

- proposer au choix de chaque État de rembourser les utilisations au-delà du plafond d'avances réajusté, soit une seule fois, soit par consolidation sur un an maximum, au TIAO et à échéances trimestrielles.

En application de ces décisions, les plafonds d'avances statutaires des Trésors Nationaux, gelés depuis le mois de juin 2009, ont été réduits de 1/5eme soit 20%, depuis le 1er janvier 2011.

16 décembre 2011 : le Comité de Politique Monétaire décide de :

- geler les plafonds d'avances de la Banque Centrale aux Trésors Nationaux à leur niveau constaté au 31 décembre 2010 ;
- adopter le principe de la réduction des plafonds d'avances statutaires par dixième chaque année à compter du 31 décembre 2012.

22 mars 2013 : le Comité de Politique Monétaire fixe la limite des créances de la banque centrale adossées à des effets et valeurs émis ou garantis par le Trésor publics, les collectivités locales ou tout autre organisme public de chacun des États membres de la CEMAC, telle que prévue par les Statuts de la Banque. Cette limite est de 35 % des recettes budgétaires ordinaires fongibles d'origine nationale constatées au cours de l'exercice écoulé.

18 décembre 2014 : le Comité de Politique Monétaire après avoir examiné l'impact de la baisse brutale des cours de pétrole sur le cadre macroéconomique, et sans préjudice du principe d'extinction des avances statutaires aux États, a décidé de maintenir, à titre exceptionnel et provisoire en 2015, les plafonds d'avances à leur niveau atteint au 31 décembre 2013.

7 octobre 2015 : le Conseil d'Administration de la BEAC, réuni en session extraordinaire, établit les plafonds d'avances statutaires de l'exercice 2015 à 20% des recettes budgétaires de l'exercice 2014, excepté pour la RCA dont le montant du plafond est adossé sur les recettes budgétaires de l'exercice 2008.

28 septembre 2015 : le Conseil d'Administration de la BEAC, réuni en session ordinaire, a autorisé le Gouvernement de la Banque Centrale à procéder à l'octroi d'une avance exceptionnelle à la République du Tchad, limitée au maximum à 50 % des plafonds d'avances révisés arrêtés pour l'exercice 2015 (sur la base des recettes budgétaires de 2014), dans la mesure où ce pays est sous-programme avec le FMI. Par ailleurs, tout autre pays ayant conclu un accord avec le FMI, au cours des exercices 2015 et 2016, qui ferait une demande d'avance exceptionnelle, en bénéficierait après accord préalable du Conseil d'administration.

15 juin 2016 :

- le Comité de Politique Monétaire modifie le dispositif de gestion des réserves obligatoires dans la CEMAC. Cette réforme offre une plus grande flexibilité dans la gestion de la liquidité bancaire par la BEAC et uniformise les coefficients des réserves obligatoires, avec des seuils de constitution n'affectant pas les établissements de crédit collectant un volume faible de dépôts. Par ailleurs, elle élargit les éléments de l'assiette des réserves obligatoires à l'ensemble des éléments du passif des assujettis, notamment les titres de créances négociables (TCN) ;

- le Comité de Politique Monétaire a redéfini les règles, instruments et modalités d'intervention de la BEAC sur le marché monétaire. La BEAC interviendra sur le marché par voie d'appels d'offres et de procédures bilatérales. Les opérations initiées dans le cadre de ses interventions sont irrévocables dès leur mise en place. Les instruments utilisés au titre de

ces interventions comprendront désormais : les opérations d'open market (opérations principales d'injection de liquidité, opérations d'injection de liquidité de maturité longue, opération ponctuelle de réglage fin, opérations structurelles), les facilités permanentes, les avances intra journalières et les opérations du guichet spécial de refinancement.

22 mai 2017 :

- le Comité de Politique Monétaire, réuni en session extraordinaire, adopte les mesures de politique monétaire ci-après :

    1. réduction de 20 % des objectifs de refinancement de la Guinée Équatoriale et du Tchad (pays dont la position en Compte d'Opérations est débitrice), pour les ramener respectivement à 192 milliards et 240 milliards ;
    2. réduction automatique de 10 % de l'objectif de refinancement de tout pays dont la position en Compte d'Opérations sera créditrice mais dont le ratio solde en Compte d'Opérations sur la circulation fiduciaire sera inférieur au seuil minimal de 15 % ;
    3. réduction complémentaire de 10 % de tout pays dont la position créditrice en Compte d'Opérations deviendra débitrice après qu'il ait subi une première réduction de 10 % de son objectif de refinancement sur la base du ratio solde en Compte d'Opérations sur la circulation fiduciaire.

- le Comité de Politique Monétaire autorise le Gouvernement de la BEAC à apporter de la liquidité d'urgence aux banques en difficulté exerçant au Tchad, en attendant la mise en place du dispositif global dédié.

11 juillet 2017 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, adopte la définition ci-après du seuil cible dans le cadre de la structuration des réserves de change « ***le seuil cible des réserves de change est le niveau des réserves requis pour couvrir 3 mois d'importations des biens et services, ainsi que 3 mois de la dette extérieure*** ».

2 novembre 2017 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, modifie le mode de constitution des réserves obligatoires par les établissements de crédit auprès de la BEAC, en instituant la constitution en moyenne.

19 décembre 2017 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, adopte la décision portant sur le cadre général du nouveau dispositif d'apport de liquidité d'urgence, pour permettre aux établissements de crédit de la CEMAC, jugés solvables, de faire face aux tensions temporaires de liquidité pouvant affecter la stabilité financière.

21 mars 2018 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, décide de :

- abandonner la norme limitant les créances de la BEAC adossées à des effets et valeurs émis ou garantis par les Trésors publics à 35 % des recettes budgétaires de l'exercice écoulé ;
- fixer les nouvelles décotes applicables aux effets publics admissibles en garantie des opérations de politique monétaire de la BEAC ;
- supprimer la tranche d'exonération des réserves obligatoires et d'appliquer des coefficients uniformes ;

- fixer, à partir de la période de constitution des réserves obligatoires du mois d'avril 2018, les coefficients à appliquer sur les exigibilités à vue et à terme à 7,00% et 4,50% respectivement ;
- abandonner les objectifs nationaux de refinancement au profit d'une ***limite sous-régionale d'intervention*** de la Banque Centrale, pour consacrer l'unicité de la politique monétaire. Cette donnée ne sera plus communiquée au public mais sera un outil interne de pilotage des interventions de la Banque Centrale.

25 juillet 2018 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, décide, à N'Djamena, République du Tchad, en vue du pilotage du taux d'intérêt interbancaire moyen pondéré (TIMP) des opérations à 7 jours, de mettre en place un corridor autour du TIAO, composé :

- d'une facilité de prêt marginal à un taux de 4,70%, en remplacement du taux d'intérêt des prises en pension (TIPP) ;
- d'une facilité de dépôts à un taux de 0,0%, en remplacement du taux d'intérêt sur placement à 7 jours (TISP).

31 octobre 2018 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en séance ordinaire du 31 octobre 2018 à Yaoundé, au regard des perspectives macroéconomiques favorables de la sous-région et en appui à sa soutenabilité extérieure, décide de :

- relever le taux d'intérêt des appels d'offres de 2,95% à 3,50% ;
- porter le taux de facilité de prêt marginal du taux de 4,70% à 5,25% ;
- maintenir inchangé le taux de facilité de dépôt ;
- relever le taux de pénalité aux banques de 7,00% à 7,55% ;
- maintenir inchangés les coefficients des réserves obligatoires.

Annexe 3 : Décision du Comité de Politique Monétaire

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE

Séance du 31 octobre 2018

DECISION DU COMITE DE POLITIQUE MONETAIRE N° 13/CPM/2018

Le Comité de Politique Monétaire, réuni en sa séance ordinaire du 31 octobre 2018 à Yaoundé, au regard des perspectives macroéconomiques favorables de la Sous-région et en appui à sa soutenabilité extérieure, décide de :

- relever le Taux d'Intérêt des Appels d'Offres de 2,95 % à 3,50 % ;
- relever le taux de la facilité marginale de prêt de 4,70 % à 5,25 % ;
- maintenir inchangé le taux de la facilité marginale de dépôt ;
- relever le taux de pénalité aux banques pour le porter de 7,00 % à 7,55 % ;
- maintenir inchangés les coefficients des réserves obligatoires./-

Le Président du Comité de Politique Monétaire,

ABBAS MAHAMAT TOLLI

DOCUMENT RÉALISE PAR LA BANQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE

“ B.E.A.C. ”

SERVICES CENTRAUX
BP 1917 YAOUNDÉ - CAMEROUN

DIRECTION DE LA STABILITÉ FINANCIÈRE, DES ACTIVITÉS BANCAIRES ET DU FINANCEMENT DES ÉCONOMIES

TEL : (237) 222 23 46 95 – 222 23 46 96
FAX : (237) 222 23 46 93 – (237) 222 22 78 03
E-MAIL : Reporting-SCX_MM@beac.int

BIEN VOULOIR NOUS FAIRE PARVENIR VOS OBSERVATIONS ET VOS COMMENTAIRES A L’ADRESSE CI-DESSUS